



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des finances

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 017

Le lundi 8 décembre 2025

Présidente : Karina Gould



Comité permanent des finances

Le lundi 8 décembre 2025

• (1100)

[Traduction]

La présidente (L'hon. Karina Gould (Burlington, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 17^e réunion du Comité permanent des finances de la Chambre des communes. Aujourd'hui, nous allons discuter des travaux du Comité.

J'aimerais inscrire quelques points à l'ordre du jour. Le premier concerne des fonds pour l'examen du budget de 2025. Cela correspond au moment où le directeur parlementaire du budget a comparu. Il s'agit d'un montant de 2 250 \$. Ce document a été distribué à tous les membres du Comité.

Plaît-il au Comité d'adopter ce budget?

(La motion est adoptée. [Voir le Procès-verbal])

La présidente: C'était un bref retour en arrière, et je vous remercie.

L'autre chose que je veux mentionner, c'est que dans la motion adoptée pour créer l'étude sur l'utilisation de paradis fiscaux extra-territoriaux, on avait prévu six réunions. Jusqu'à maintenant, cinq réunions ont eu lieu et la liste des témoins proposés est épuisée. Je tenais simplement à vous faire part de cela.

J'ai M. Turnbull sur ma liste jusqu'à présent. Nous allons commencer par lui.

Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Merci, madame la présidente.

J'espère que nous pourrions avoir une réunion productive aujourd'hui, et j'en appelle à mes collègues d'en face pour que cela se produise. À deux reprises, nous avons tenté de présenter une motion pour étudier le projet de loi d'exécution du budget. Nous savons que la loi finira par être renvoyée à notre comité. Les députés d'en face ont eu accès aux détails à ce sujet depuis un certain temps déjà. En fait, à un moment donné, ce comité sera chargé d'étudier toutes les mesures du budget de 2025 qui sont incluses dans la Loi d'exécution du budget.

Nous avons essayé de faire une étude préliminaire à plusieurs reprises, sans succès. En fait, les députés d'en face ont voté pour ajourner le débat sur de multiples motions. J'espère que nous pourrions en arriver aujourd'hui à un point où nous conviendrions tous que le Comité doit remplir son mandat et étudier la loi d'exécution du budget. Selon moi, une étude en cinq séances de cette loi devrait suffire pour entendre des témoignages.

Je suis sûr que mon ami Gabriel Ste-Marie, qui a déjà siégé à ce comité avec moi et qui avait une attitude très raisonnable... Il remplace son collègue aujourd'hui, mais je sais qu'il a toujours fait

preuve de bon sens. Je pense qu'il s'est toujours montré disposé à faire le travail au sein de ce comité.

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Et moi?

Des députés: Oh, oh!

Ryan Turnbull: Eh bien, monsieur Lefebvre, vous êtes nouveau et je ne me suis pas encore fait une idée sur vous, mais jusqu'à maintenant, je sais que vous avez voté avec votre parti pour ajourner le débat sur mes deux motions d'étude de la loi d'exécution du budget.

J'espère que nous pourrions arriver à quelque chose.

Juste pour que je sache, madame la présidente, de quelles ressources disposons-nous aujourd'hui? Combien de temps avons-nous pour cette réunion?

• (1105)

La présidente: Je vais devoir consulter le greffier.

Ryan Turnbull: Pouvons-nous vérifier les ressources que nous avons?

La présidente: Nous allons devoir vous revenir là-dessus.

Ryan Turnbull: J'aimerais demander aux députés d'en face s'ils ont décidé d'avoir une attitude raisonnable et s'ils sont disposés à entreprendre une étude sur la loi d'exécution du budget. J'invoque humblement ce qu'on appelle le protocole de Simms, une pratique informelle qui a été utilisée dans de nombreux comités pour qu'une question puisse être soulevée sans que le député qui a la parole doive la céder.

Nous avons donné avis d'un certain nombre de motions. Je suis certain que les députés d'en face les ont reçues. Nous pourrions évidemment en parler, et je suis prêt à le faire aujourd'hui, mais je me demandais s'il y avait eu un changement d'attitude et si les membres du Comité étaient prêts à envisager aujourd'hui une étude de la loi d'exécution du budget.

Je vais invoquer le protocole de Simms, si cela vous convient, madame la présidente, pour voir si les membres du Comité vont réagir.

Je ne vois aucun signe que les députés de l'opposition sont prêts à faire le travail que ce comité est clairement censé faire, alors je vais proposer la motion suivante:

Étant donné que:

A. Le budget 2025 annonce l'intention du gouvernement de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer la productivité qui permettraient aux entreprises:

a. d'amortir plus rapidement le coût de leurs investissements, notamment grâce au rétablissement de l'incitatif à l'investissement accéléré;

b. de passer immédiatement en charges les machines et équipements de fabrication ou de transformation;

c. de passer immédiatement en charges les équipements de production d'énergie propre et d'économie d'énergie, ainsi que les véhicules zéro émission;

d. de passer immédiatement en charges les actifs améliorant la productivité, y compris les brevets, les infrastructures de réseaux de données et les ordinateurs;

e. de passer immédiatement en charges les dépenses en capital pour la recherche scientifique et le développement expérimental.

B. Ces mesures réduiront le taux marginal effectif d'imposition (TMEI) du Canada de plus de deux points de pourcentage, le plaçant ainsi au taux le plus bas des pays du G7.

C. Le programme électoral du Parti conservateur du Canada pour 2025 comprenait des engagements visant à rendre le TMEI du Canada plus compétitif.

Le Comité entreprend une étude des mesures de « superdéduction pour la productivité » contenues dans le budget 2025 et la loi d'exécution du budget et examine tous les témoignages issus de cette étude dans le cadre de son examen de la loi d'exécution du budget.

C'est la motion que je présente aujourd'hui.

Je suis très emballé par le fait que ces mesures comprises dans la loi d'exécution du budget répondent à certaines des préoccupations de longue date soulevées par la Banque du Canada et sa sous-gouverneure. Depuis plusieurs années, nous entendons dire que la productivité doit augmenter au Canada et qu'il y a des façons de la stimuler que le gouvernement du Canada devrait envisager. Je pense qu'il va sans dire que les mesures décrites dans la motion que je viens de présenter augmenteraient considérablement les investissements au Canada et permettraient aux entreprises...

J'ai dirigé une entreprise pendant 13 ans. Je suis entrepreneur et propriétaire d'entreprise. Je dirais que j'ai développé une petite entreprise de bonne taille. Je sais très bien à quel point cela peut être ardu, surtout en période économique difficile, lorsque le bilan de votre entreprise n'est pas si reluisant. Il est alors très difficile de justifier des investissements qui stimuleraient la productivité et la croissance. De tels investissements ont pour effet d'augmenter la rentabilité à long terme, mais ils sont difficiles à faire lorsque le bilan de l'entreprise laisse à désirer et lorsque ses liquidités sont mises à rude épreuve. Lorsqu'on exploite une entreprise et qu'on se demande si on pourra payer ses dépenses mensuelles, il est très difficile d'investir des sommes importantes dans l'entreprise pour la faire croître.

De nombreuses petites et moyennes entreprises sont dans cette situation aujourd'hui. Ce n'est pas la faute du gouvernement, mais notre économie a subi de nombreux chocs. La pandémie mondiale a été un choc important. Les répercussions des chocs du côté de l'offre et de la demande ont été importantes, avec les perturbations de la chaîne d'approvisionnement que nous connaissons tous et que nous avons vécues. Maintenant, avec la guerre commerciale avec les États-Unis, nous pouvons voir qu'un autre choc économique important a suscité de l'incertitude dans notre environnement commercial et dans l'ensemble de notre économie.

● (1110)

En ce moment, il est vraiment difficile pour nos entreprises de faire des investissements. De toute évidence, il est important de pouvoir passer immédiatement en charges les nouvelles machineries et les nouveaux équipements. Lorsque vous êtes propriétaire d'une entreprise, et je l'ai déjà dit, vous mettez de l'argent de côté pour payer vos impôts. Si, en achetant une pièce d'équipement de 100 000 \$, ce qui est bon marché pour une pièce d'équipement — le montant étant beaucoup plus susceptible d'être dans les millions de dollars —, vous êtes en mesure de passer immédiatement en charges les machineries et les équipements dont votre entreprise a besoin... Vous savez que cela augmenterait la productivité et vous

permettrait d'accroître votre production. Vous n'êtes pas vraiment en mesure de le faire à moins de savoir que vous pouvez les passer immédiatement en charges.

Si vous savez que vous allez pouvoir radier cette somme, vous pouvez littéralement retirer de l'argent du compte dans lequel vous épargnez pour payer vos impôts et en dépenser une partie pour votre entreprise et investir en vous-même. Je pense que c'est une très bonne façon pour le gouvernement du Canada d'encourager certains comportements dans notre économie. Cela entraînera des gains importants à un moment où les Canadiens et le milieu canadien des affaires sont en difficulté. Je pense que cela compense directement une partie de l'incertitude qui règne dans le milieu des investissements et permet aux entreprises d'investir en elles-mêmes.

Ce n'est pas seulement moi qui le dis. Il y a beaucoup d'autres personnes qui sont d'accord avec nous. Dans le budget de 2025, à la page 101, nous avons également montré très clairement que le taux effectif marginal d'imposition au Canada s'améliorerait considérablement. En fait, il est déjà très bon — du moins sur le plan statistique. Le Canada est déjà au dernier rang des pays du G7 pour ce qui est du TMEI.

Cela le rend même beaucoup plus compétitif, et de loin plus compétitif que celui des États-Unis, plus compétitif que la moyenne de ceux des pays de l'OCDE, et plus compétitif que la moyenne de ceux des pays du G7. Le Canada a littéralement le taux effectif marginal d'imposition le plus bas des pays du G7, et de loin. Le TMEI du Canada serait de 13,2 % après cette mesure. Actuellement, il se situe à environ 15,6 %. Avec cet ensemble de mesures — je devrais dire les mesures de « superdéduction pour la productivité », comme cela est indiqué dans le budget... Je ne sais pas qui a pensé à cela, mais une superdéduction et une superdéduction pour stimuler la productivité me semblent assez indiquées, surtout en ce moment.

Permettez-moi de prendre un instant pour souligner que M. Kelly, qui siège à ce comité, a fait de nombreux commentaires à la Chambre des communes au sujet de l'augmentation de la productivité. J'ai beaucoup de citations de lui qui montrent qu'il est préoccupé par la productivité au Canada et qu'il l'a toujours été. Pourtant, pour une raison ou une autre, il ne veut pas étudier les déductions fiscales visant à accroître la productivité des entreprises partout au Canada. Je me demande ce qu'en penseraient les gens et la chambre de commerce de la circonscription qu'il représente.

Je sais ce qu'en pense ma chambre de commerce. Je sais ce qu'en pense la Chambre de commerce du Canada. Je sais ce que pense la Chambre de commerce de l'Ontario des déductions fiscales visant à accroître la productivité. Je sais qu'elles s'entendent toutes sur ce point. Nous avons des déclarations en ce sens de chacune des grandes organisations du Canada.

Par le passé, j'ai souvent pensé, et mon père me disait aussi cela quand j'étais enfant, que les conservateurs étaient supposément plus axés sur l'économie. Ce qui est intéressant, c'est qu'à l'heure actuelle, il semble que le Parti conservateur du Canada ne veuille même pas appuyer les entreprises de notre pays. Il ne semble pas vouloir s'attaquer aux problèmes de productivité qui ont été soulignés à maintes reprises. M. Kelly, par exemple, se demandait « où est donc le plan pour faire face à la crise, réduire l'inflation et le prix des aliments, et accroître l'offre de logements et la productivité de l'économie canadienne... ».

• (1115)

Il soulignait le problème que pose la productivité. Le 9 octobre 2025, il disait également ceci : « Lorsque les investissements sortent du pays, cela signifie qu'ils ne sont pas alloués aux usines, à l'équipement et à la technologie qui contribueraient à améliorer la productivité et à accroître les revenus des Canadiens, à leur offrir une meilleure qualité de vie ». C'est une excellente citation. Je suis d'accord avec lui.

Le contexte est très difficile, parce qu'il arrive parfois que nous ne soyons pas d'accord à la Chambre des communes et dans les délibérations parlementaires. Nous avons des débats vigoureux, mais il y a des moments où nous trouvons des choses sur lesquelles nous nous entendons tous. Je pense que tous les conservateurs de la circonscription que je représente seraient d'accord avec cela. Ils conviendraient que stimuler l'économie et la productivité représente la voie à suivre pour le Canada. Cela fait partie de l'édification d'une économie plus forte et plus résiliente.

Cela joue aussi un rôle dans l'augmentation du niveau de vie des Canadiens partout au pays. Pourquoi? C'est parce que, au Canada, nous avons besoin d'une croissance continue des salaires réels, qui est supérieure au coût de la vie. Je pense que les conservateurs l'ont souligné. Nous en avons parlé. Cela a été mentionné dans des documents. Des associations en ont fait mention, tout comme la Banque du Canada. Je vais passer en revue toutes ces déclarations, car je crois que les arguments sont convaincants. C'est tellement impérieux que je ne vois pas comment un membre de ce comité ou un député de la Chambre des communes pourrait se justifier auprès de ses électeurs de voter contre l'étude de cette question ou de voter contre ces mesures.

C'est plutôt choquant, parce que lorsqu'une entreprise peut investir dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements, et quand elle peut investir dans l'économie d'énergie, la production d'énergie, les véhicules zéro émission, d'autres formes d'actifs, la recherche et développement et la propriété intellectuelle, et quand elle peut investir dans de nouvelles technologies, c'est-à-dire de nouveaux ordinateurs et une nouvelle infrastructure de réseau de données, cette entreprise sera naturellement plus concurrentielle et plus productive.

Ce qui me frappe, c'est que lorsque je parle à des propriétaires d'entreprise de la circonscription que je représente et que je m'adresse à ma chambre de commerce, chaque propriétaire d'entreprise qui participe à ces discussions me dit : « C'est formidable. » Ils sont très heureux que le gouvernement du Canada aille de l'avant avec des mesures qui stimuleront les investissements et qui leur permettront de faire ces mises à niveau, d'être plus productifs, d'avoir une production plus élevée et, essentiellement, d'être plus rentables.

Ce que cela signifie pour nous, c'est que ces entreprises pourront se permettre de payer davantage leurs employés. Elles pourront aussi verser des dividendes à leurs actionnaires, parce qu'elles sont plus rentables. Ces améliorations de la productivité stimuleront le niveau de vie des investisseurs et des travailleurs de nombreuses façons. C'est ce qui rend ces mesures si emballantes.

Je sais que M. Kelly est aussi un grand partisan de la productivité. Il a déjà dit « En général, les entreprises adorent investir dans des usines, du matériel, des technologies et tout ce qui peut augmenter la productivité, mais au Canada, l'occasion n'est pas là. »

C'est frappant, parce que l'occasion se présente maintenant. Cette occasion s'offre dans le budget. M. Kelly et d'autres membres du Comité ont l'occasion de soutenir des investissements qui amélioreront la productivité, et il est clair pour moi que bon nombre d'entre eux devraient les appuyer.

Voici une autre de mes citations favorites, celle du député de Niagara-Sud :

La productivité du Canada a fortement baissé par rapport à celle des autres pays du G7. Pourquoi? Les capitaux demeurent en retrait en raison du manque de confiance. Les investissements dans l'équipement, l'innovation et l'efficacité des entreprises sont sur la glace en raison de l'incertitude économique fondamentale. C'est là l'essence même de la productivité. La dernière chose dont notre économie a besoin en ce moment, c'est de l'incertitude, et pourtant, c'est ce que nous vivons.

C'est intéressant, car cela en dit long sur la situation dans laquelle nous nous trouvons et sur la façon dont le budget de 2025 y répond. Dans ce budget, on réagit directement à l'incertitude et on démontre la possibilité qui existe en cette période d'incertitude de stimuler la productivité, au moment où les Canadiens en ont vraiment besoin.

• (1120)

J'ai aussi une citation du député conservateur de Langley Township—Fraser Heights — Tako Van Popta, je crois que c'est son nom. « Pour susciter le type de croissance dont le Canada a besoin aujourd'hui, nous redoublons d'efforts pour attirer les investissements, accroître la productivité et stimuler l'innovation. » Il ajoute ceci : « Plus récemment, dans le discours du budget de 2025, il y a à peine quelques semaines, l'actuel ministre des Finances a dit, au sujet de la productivité, que le gouvernement cherche avant tout à “ [...] augmenter la productivité. La productivité consiste à faire plus avec moins et c'est le meilleur moyen d'améliorer le niveau de vie [...] ” Je suis d'accord sur ce point et je félicite les libéraux d'avoir au moins reconnu qu'il y a un problème. »

C'est intéressant. Les conservateurs ne cessent de souligner que la productivité est un problème, que le PIB par habitant... Je me souviens que pendant la longue période où j'ai siégé à la Chambre des communes sous le gouvernement précédent, les conservateurs considéraient le PIB par habitant comme une mesure clé de l'économie. Je suis d'avis qu'il y a beaucoup d'autres mesures de la santé économique au Canada. On pourrait parler de la répartition de la richesse. On peut penser à toute une série d'autres facteurs et mesures pour évaluer la santé globale de l'économie canadienne, mais je conviens qu'il faut s'attaquer à la productivité et que la stagnation de la productivité est exactement ce que le budget vise à éliminer au moyen des superdéductions.

Un député a aussi dit : « Je suis député depuis six ans, et, durant cette période, les choses ne se sont pas améliorées, bien que le gouvernement ait promis d'augmenter la productivité. Il est temps d'agir. » Je suis tout à fait d'accord. Il est temps d'agir. C'est maintenant qu'il faut appuyer les mesures d'amélioration de la productivité comme ces superdéductions. Je pense qu'il y a beaucoup, beaucoup de dirigeants d'entreprises et d'organisations au Canada qui sont du même avis que moi, qui veulent que la loi d'exécution du budget soit adoptée rapidement, mais non sans débat. Je crois que nous devrions avoir un débat vigoureux sur certains aspects du projet de loi, mais ils veulent qu'il soit adopté rapidement.

Par exemple, l'ancien président de la Fédération canadienne des municipalités, Scott Pearce, affirme que la superdéduction pour la productivité du Canada est un signal fort de leadership en matière de modernisation de l'économie. Selon lui, cela démontre un engagement clair à travailler en partenariat avec les municipalités, les provinces et les territoires pour offrir des solutions qui répondent aux besoins des collectivités et des entreprises canadiennes. Il ajoute que les municipalités sont prêtes à contribuer à stimuler les investissements dans les technologies propres et la fabrication de pointe, en veillant à ce que les économies locales profitent de ces incitatifs. C'est ce qu'a déclaré l'ancien président de la Fédération canadienne des municipalités.

Imaginez votre municipalité. Chaque membre de ce comité représente une circonscription. Il représente ou appuie au moins une municipalité, et probablement plus. Ce que nous disons, c'est que le chef de la fédération de toutes ces municipalités se réjouit du solide signal de leadership que ces superdéductions envoient. Je pense qu'il est généralement reconnu que les municipalités sont des partenaires, et ces superdéductions sont une bonne nouvelle pour ce qui est d'aider à stimuler les investissements.

N'oublions pas que lorsque la sous-gouverneure de la Banque du Canada était ici, elle a répondu à de nombreuses questions. Je pense qu'elle a répondu à trois ou quatre de mes questions très simples, à savoir si ces déductions, la passation en charges immédiate, stimuleraient les investissements et la productivité. Elle a répondu par l'affirmative au moins trois fois, si ma mémoire est bonne. C'est alors que le gouverneur est intervenu, parce que je franchissais probablement une ligne imaginaire en posant ce genre de questions sur la politique fiscale.

• (1125)

Il a dit qu'ils savent où cela va nous mener. Il a affirmé essentiellement que, oui, ces mesures allaient toutes stimuler la productivité parce que tout ce qui encourage et stimule les investissements va aider à stimuler la productivité.

C'est intéressant. Nous avons des députés conservateurs qui veulent qu'on s'occupe de la productivité. Ils ont reconnu que l'achat de nouvelles machines et de nouveaux équipements, par exemple, est un moyen d'accroître la productivité. Évidemment, c'est facile quand on parle des fabricants et des transformateurs, mais même l'achat d'actifs est inclus. Cela fait partie du prochain document de la loi d'exécution du budget sur lequel on travaille encore un peu. Le fait est que même l'achat de nouveaux biens immobiliers pour les entreprises...

J'ai eu une très bonne conversation avec Timbren Industries, un fabricant de la circonscription que je représente, pas plus tard que la semaine dernière. L'entreprise fabrique des paliers pour les camions. Elle étend maintenant ses activités aux remorques légères, dont des centaines de milliers sont vendues au Canada chaque année. Les propriétaires sont très enthousiastes parce que c'est un débouché pour eux. Ils s'imaginent prendre de l'expansion dans un marché qui a beaucoup de potentiel.

Ils n'avaient pas entendu parler de nos superdéductions pour la productivité. Lorsque je leur ai mentionné ce que nous proposons de faire dans le cadre du projet de loi d'exécution du budget, ils étaient ravis. Je n'ai jamais vu deux propriétaires d'entreprise aussi heureux. Je ne révélerai aucun renseignement confidentiel, mais essentiellement, il faudrait qu'ils investissent des millions de dollars dans des machines et des équipements plus récents pour pouvoir ré-

agir et adopter une stratégie de croissance ouvrant de véritables débouchés pour eux. Cela arrive à un moment où tout le monde est en difficulté et que l'économie est...

En fait, je retire mes paroles. L'économie est en croissance et elle dépasse les attentes de plusieurs façons importantes. Je sais que les conservateurs ont de la difficulté à l'admettre, car cela ne cadre pas avec le discours alarmiste qu'ils aiment véhiculer. Cependant, lorsque les chiffres de l'emploi dépassent les attentes, que la croissance du PIB est supérieure à ce qui était prévu et que la croissance des salaires réels dépasse l'inflation, cela est certainement une indication importante de la vigueur et de la résilience de l'économie canadienne. Ce que je veux vous dire, c'est que la situation ne va s'améliorer que si nous appuyons cette motion.

Maintenant que j'y réfléchis, c'est peut-être là que se situe le véritable problème. Peut-être que les conservateurs ne veulent pas appuyer cette motion, parce qu'elle les fait mal paraître. Ils préfèrent ne pas appuyer les investissements qui améliorent la productivité et les déductions fiscales pour les entreprises, parce que si l'économie progresse à cause de cela, ils paraîtront mal. Ils paraissent mal parce que l'économie n'est pas en récession. Elle n'est pas en baisse. Elle n'est pas en déclin. La situation ne correspond pas au discours de fin du monde qu'ils aiment véhiculer. Je pense que c'est là le véritable enjeu. C'est la réalité. Il me semble que c'est probablement la raison pour laquelle ils ne veulent pas étudier une motion comme celle que je présente aujourd'hui.

Peut-être qu'après mon discours d'aujourd'hui, les preuves seront suffisantes pour que les députés conservateurs et bloquistes approuvent le budget. J'ai préparé tellement de citations et tellement d'information à l'appui de cet argument qu'aucune personne raisonnable...

J'ai presque envie d'utiliser le critère de la personne raisonnable. Gabriel Ste-Marie a-t-il toujours une attitude raisonnable? Est-il contrôlé par la direction du Bloc lorsqu'il dit qu'il ne peut pas appuyer une étude sur le projet de loi d'exécution du budget?

Ce serait formidable si nous pouvions faire une étude de la loi d'exécution du budget et expliquer en quoi toutes ces mesures sont vraiment utiles pour stimuler notre économie. Ce serait vraiment merveilleux.

Prenons le cas de la Chambre de commerce de l'Ontario. Rocco Rossi, ancien président et chef de la direction, a été cité par le *Globe and Mail*, au sujet des superdéductions pour la productivité, comme ayant dit qu'elles changent la donne pour le milieu des affaires de l'Ontario. En permettant la passation en charges immédiate des actifs qui améliorent la productivité, les fabricants et les innovateurs de la province seront mieux placés pour être concurrentiels à l'échelle mondiale. Il préconise d'ailleurs une mise en œuvre rapide, afin de maximiser les avantages pour l'économie de l'Ontario.

• (1130)

Je sais que Mme Cobena est en Ontario. Je ne pense pas que les autres députés conservateurs viennent de cette province. C'est la Chambre de commerce de l'Ontario qui dit que cela change les règles du jeu pour le milieu des affaires ontarien. Je ne sais pas pourquoi elle n'est pas favorable aux superdéductions pour la productivité, parce qu'il semble que la Chambre de commerce de l'Ontario — qui parle au nom de toutes les chambres de commerce de cette province, y compris dans la circonscription qu'elle représente — réclame une mise en œuvre rapide, afin de maximiser les avantages pour l'économie ontarienne.

En bloquant la Loi d'exécution du budget, en refusant de l'étudier, vous retardez essentiellement la mise en œuvre de mesures qui profiteraient à l'économie et aux entreprises de la circonscription que vous représentez. En quoi est-il responsable de la part d'une députée de travailler activement à l'encontre des intérêts du milieu des affaires de la circonscription qu'elle représente?

Je peux garder la tête haute, parce que je travaille activement dans l'intérêt des entreprises de la circonscription que je représente, et que je préconise des mesures comprises dans la Loi d'exécution du budget qui les aident directement à être plus productives, à faire des investissements pour elles-mêmes, à réduire leur fardeau fiscal et à être plus concurrentielles à l'échelle mondiale. C'est exactement ce que dit la Chambre de commerce de l'Ontario. C'est exactement ce que dit la Fédération canadienne des municipalités.

Comment cela peut-il être acceptable? Comment pouvez-vous vous regarder dans le miroir alors que vous n'êtes pas prête à intervenir et à soutenir votre communauté d'affaires locale? Je n'arrive pas à comprendre. Pour moi, c'est irrationnel. Il doit s'agir de politique partisane. Il n'y a pas d'autres raisons pour lesquelles des députés n'appuieraient pas une étude de la Loi d'exécution du budget.

Prenons un autre intervenant, un intervenant très important: Clean Energy Canada. Son ancienne directrice générale, Merran Smith, a été citée par la CBC. Je sais que les députés d'en face n'aiment pas CBC/Radio-Canada. Les députés du Bloc aiment CBC/Radio-Canada. Les conservateurs s'en plaignent toujours, alors je suppose que nous devrions utiliser une source différente, mais je vais quand même citer celle-là.

Selon Merran Smith, les mesures de superdéduction du budget de 2025 pour les investissements dans l'énergie propre sont exactement le genre de politiques dont le Canada a besoin pour accélérer la transition vers une économie zéro émission nette. Elle a aussi mentionné que les dirigeants provinciaux et municipaux ont un rôle essentiel à jouer en déployant ces technologies et en veillant à ce que les collectivités récoltent les fruits de la création d'emplois et de la réduction des émissions. Nous avons là une autre intervenante qui souligne le fait que ces superdéductions aideraient à investir dans l'énergie propre et permettraient aux entreprises d'adopter des technologies énergétiques propres.

Je dois souligner que, dans ma vie antérieure, je faisais des audits pour les entreprises, afin de voir comment elles pouvaient réduire leurs coûts, tant le coût des biens que le coût d'exploitation, en intégrant des mesures d'efficacité énergétique, ce qui, souvent, leur permettait de réaliser des économies importantes et d'améliorer leur rentabilité.

Beaucoup de technologies propres ont une excellente raison d'être. Plus vous les intégrez, plus vous économisez. C'est ce qu'il y a de bien dans l'efficacité énergétique. Oui, il y a une dépense initiale en capital, qui est un investissement de départ, souvent dans de nouvelles machines ou de nouveaux équipements, ou encore dans un nouveau système mécanique pour un entrepôt. Il y a plusieurs options différentes. Le fait est qu'une fois que vous avez payé cela, vous allez essentiellement économiser de l'argent pendant des décennies.

Ce qui est intéressant, c'est que la superdéduction pour la productivité s'applique aux technologies propres et aux véhicules électriques. Ces mesures permettront aux entreprises d'économiser en impôts exactement le montant qu'elles investissent dans leur entreprise, ainsi que d'économiser de l'argent pour les décennies à venir.

C'est tout simplement une bonne affaire. Il est clair pour moi que Merran Smith, de Clean Energy Canada, comprend cela. Il est clair pour moi que les entreprises de la circonscription que je représente le comprennent. Je pense que les entreprises en général comprennent les avantages qu'offre le gouvernement.

• (1135)

Permettez-moi de passer brièvement à un autre élément important du budget de 2025. C'est à la page 103. Je ne sais pas si les membres du Comité ont eu l'occasion d'examiner le budget, mais je crois que nous avons tous eu amplement la chance de le consulter.

À la page 103, il y a un encadré intitulé « Investir là où ça compte: catalyser les investissements privés grâce à l'amortissement accéléré et la passation en charges immédiate. » Ce que j'aime de cet encadré dans le budget, c'est qu'il décrit les répercussions économiques de ces mesures pour l'ensemble du Canada.

Je vais le lire et peut-être l'expliquer, simplement pour souligner les éléments clés qui me semblent vraiment importants:

Les investissements privés dans de nouvelles machines, installations et technologies constituent l'un des moyens les plus efficaces d'accroître la productivité, d'aider les travailleurs à produire davantage en moins de temps et de dynamiser la croissance à long terme du Canada.

Je pense avoir fait mention de cela lorsque le gouverneur de la Banque du Canada était ici, et il était d'accord avec cette déclaration.

Je vais poursuivre:

La passation en charges immédiate et d'autres formes d'amortissement accéléré favorisent les investissements en permettant aux entreprises de déduire le coût de nouveaux actifs plus rapidement. Cette approche fait diminuer le coût du capital, renforce la justification économique de l'acquisition d'équipement moderne,

... ce que je viens de dire...

et encourage les entreprises à investir et à prendre de l'expansion au Canada.

C'est la partie qui me semble vraiment importante, parce que les députés d'en face veulent que le PIB réel augmente au Canada, je pense, même si je sais qu'ils n'ont pas aimé les chiffres positifs qui ont été publiés. Au troisième trimestre, le PIB réel du Canada était de 2,6 %, bien au-delà des attentes du marché, ce qu'ils n'ont pas apprécié. Ils m'ont hué à la Chambre des communes parce qu'ils n'arrivaient pas à supporter le fait que j'apportais de bonnes nouvelles au sujet de l'économie canadienne.

Quoi qu'il en soit, permettez-moi de passer à la partie suivante, dont je vais vous faire la lecture. C'est dans le budget de 2025, à la page 103, si des députés n'ont pas encore eu l'occasion de le lire.

Le soutien annuel moyen à l'investissement de 2,7 milliards de dollars accordé au moyen des mesures d'amortissement accéléré et de passation en charges immédiate prévues dans le budget de 2025 mobilisera des investissements en capital privé et produira des retombées économiques pouvant aller jusqu'à environ 9 milliards de dollars par année au cours des 10 prochaines années.

Neuf milliards de dollars par année au cours des 10 prochaines années, c'est 90 milliards de dollars sur 10 ans de nouveaux investissements. Ce n'est pas rien. Il s'agit de 90 milliards de dollars sur 10 ans, et je dirais que ce n'est là qu'un avantage direct; si nous incluons les bénéfices indirects et induits, comme le feraient les économistes, alors ce serait beaucoup plus. Les effets multiplicateurs vont bien au-delà de cela. Il serait intéressant de faire une étude à ce sujet, et c'est ce que nous avons l'occasion de faire. C'est exactement ce que je propose, chers collègues.

Plus personne ne semble prêter attention à cela. C'est malheureux, mais il est clair qu'ils ne veulent pas prêter attention parce qu'ils ne sont pas intéressés à appuyer les investissements qui stimulent la productivité:

Ces mesures permettront la passation en charges immédiate de la majeure partie des actifs utilisés dans le secteur de la fabrication, ce qui fera diminuer le coût du capital et débloquent des milliards de dollars d'investissements privés.

Croyons-nous à la base industrielle de notre économie? Voulons-nous la voir augmenter? Les députés d'en face prennent la parole tous les jours à la Chambre des communes pour parler de préserver des emplois. Ils parlent de l'industrie du bois d'œuvre. Ils parlent de l'industrie de l'acier et de l'aluminium, et nous sommes d'accord avec eux pour protéger ces industries. Dans ce budget, nous prenons des mesures qui non seulement les protégeront, mais les aideront aussi à prendre de l'expansion, à réussir, à stimuler leur productivité et leur croissance et à être plus concurrentielles à l'échelle mondiale.

Comment pourraient-ils ne pas vouloir cela? S'ils souhaitent vraiment protéger nos industries et les appuyer, c'est peut-être ce qu'ils devraient faire. En fait, ils devraient appuyer cela en votant pour les mesures de superdéduction favorisant la productivité.

• (1140)

J'aimerais maintenant souligner à quel point les nouveaux investissements seraient nombreux et à quel point ces mesures sont importantes pour nos industries de fabrication et de transformation au Canada. Le Canada dispose d'une très importante base de ressources naturelles — nous avons un avantage stratégique à cet égard. Je sais que les députés de tous les partis le reconnaissent. Cependant, une partie importante de ce que nous devons faire...

À l'heure actuelle, nous sommes en pleine guerre commerciale et nous essayons de dissocier l'économie canadienne de celle des États-Unis, afin de lui permettre de croître et de prospérer, et ce malgré le moins grand nombre d'échanges commerciaux que nous aurons probablement avec les États-Unis à l'avenir et grâce à notre ensemble plus diversifié d'autres partenaires commerciaux dans le monde entier. Pour ce faire, nous avons besoin d'une solide base manufacturière et de l'expansion de cette base; nous avons également besoin de transformateurs dans notre chaîne d'approvisionnement.

Nous devons transformer les matières premières en produits finis au Canada, afin de pouvoir les expédier ailleurs dans le monde. Ce faisant, nous allons conserver plus de valeur dans la chaîne d'approvisionnement au Canada, stimuler les débouchés pour les Canadiens et offrir beaucoup de possibilités d'emploi. Cela fait partie de ce que nous prévoyons.

En ce qui concerne l'aluminium brut — et je sais que beaucoup de députés du Québec sont très préoccupés par les répercussions négatives de la guerre commerciale sur l'industrie de l'aluminium, tout comme moi —, nous avons fait beaucoup pour aider les industries touchées, mais nous pouvons continuer de faire plus. L'une des choses que j'ai entendues, et j'ai examiné les statistiques à ce sujet, c'est qu'il faut déterminer comment le Canada peut renforcer sa capacité de transformation et de finition pour produire de l'aluminium ici plutôt que d'expédier des matières premières aux États-Unis, de les faire transformer là-bas, puis, souvent, de les racheter. C'est le cas dans bon nombre de nos autres chaînes d'approvisionnement, parce que celles-ci sont intégrées depuis très longtemps.

La raison pour laquelle je mets l'accent sur les superdéductions pour la productivité... Elles sont axées sur l'achat de nouvelles machines, de nouveaux équipements et de nouveaux biens. Elles mettent également l'accent sur les nouvelles mesures de protection de la propriété intellectuelle et d'autres formes de technologies de l'information, ainsi que sur les technologies propres, en les intégrant dans des modèles d'affaires et même en compensant le coût de la R et D, qui est souvent très élevé au départ. Toutes ces mesures permettent d'améliorer la transformation et la fabrication au Canada.

Ces types d'entreprises... Je suis certain que tous les députés de ce côté-ci croient et conviennent avec moi qu'il faut appuyer la base industrielle du Canada, afin qu'elle devienne plus forte et autosuffisante à l'avenir. Cela fait partie de ce qu'il faut pour être la plus forte économie du G7 et bâtir une économie plus résiliente ici, au Canada.

Par exemple, voyons ce que l'Association of Equipment Manufacturers avait à dire à ce sujet. Alexandre Mattard-Michaud est directeur des affaires gouvernementales à l'Association of Equipment Manufacturers. Voici ce qu'il a déclaré essentiellement au sujet des superdéductions pour la productivité:

Pour l'Association of Equipment Manufacturers (AEM) et ses membres canadiens, le budget offre des signaux prometteurs sur la productivité, l'infrastructure commerciale et le perfectionnement de la main-d'œuvre.

L'AEM a également affirmé ceci:

La mise en place d'une superdéduction pour la productivité permettrait aux entreprises de passer immédiatement en charges tous les nouveaux investissements en immobilisations, y compris les bâtiments de fabrication et de transformation acquis après le jour du budget et utilisés avant 2030. Cette mesure, qui sera progressivement éliminée entre 2030 et 2033, est une réponse directe aux demandes de l'industrie pour un amortissement accéléré, afin de stimuler les investissements des entreprises.

Je ne me souviens plus du nombre de membres que cette association compte, mais je suppose qu'elle représente des milliers de personnes, des milliers de membres qui sont des fabricants d'équipement au Canada. Je me trompe peut-être, alors je n'avancerai pas de chiffre, mais nous pourrions peut-être vérifier et clarifier cela. De nombreux membres de cette association, dont le représentant est ici aujourd'hui, ont dit qu'il s'agissait d'une réponse directe aux demandes de l'industrie pour un amortissement accéléré, afin de stimuler les investissements des entreprises.

• (1145)

Cela se situe au cœur de ce que j'ai dit ici et de ce pour quoi je plaide, c'est-à-dire plus d'investissements. Les conservateurs veulent-ils plus d'investissements au Canada, oui ou non? Il semble que non.

À mon avis, il n'y a qu'une façon d'interpréter cela. La Fédération canadienne des municipalités, la Chambre de commerce de l'Ontario, la Chambre de commerce du Canada — j'y reviendrai dans un instant —, l'Association of Equipment Manufacturers et d'autres associations industrielles disent toutes que c'est une réponse directe à ce qu'elles demandent, qui va stimuler les investissements des entreprises au Canada et nous aider à renforcer notre économie. Comment pouvez-vous vous opposer à cela? Je n'arrive pas à comprendre.

Monsieur Leitão, mon collègue, aidez-moi à comprendre comment quelqu'un peut s'opposer à cela après avoir répété à maintes reprises à la Chambre des communes et au Comité que c'est exactement ce qu'il veut voir, que c'est le genre de choses qu'il souhaite.

J'ai fait une déclaration à ce sujet à la Chambre des communes vendredi. J'ai dit que les conservateurs ont passé tellement de temps sur les banquettes de l'opposition et sont devenus si obstineux qu'ils ne parviennent même plus à approuver des mesures qu'ils ont eux-mêmes défendues. C'est ahurissant, mais je suppose que c'est là où nous en sommes en ce moment.

Je n'ai pu m'empêcher de remarquer que la députée de Newmarket, Mme Cobena, a dit ceci à la Chambre des communes: « Notre PIB peine à croître. Notre productivité est en baisse. Notre pouvoir d'achat est en train de s'effondrer. Le taux de chômage augmente et les droits de douane nuisent à nos industries. » Elle a aussi déclaré: « Le but d'un budget est de mettre de l'ordre dans une situation incertaine. »

C'est intéressant. On dirait qu'elle veut que la productivité augmente. Elle veut que le PIB par habitant augmente, mais elle n'est pas prête à appuyer des mesures qui stimuleront la productivité, de l'avis de tous les autres Canadiens, même du gouverneur de la Banque du Canada. Qu'est-ce qui fait que vous êtes en désaccord avec le gouverneur et la sous-gouverneure de la Banque du Canada à ce sujet? Cela fait longtemps qu'ils étudient cette question.

J'ai une autre citation qui est très bonne. L'association des fabricants d'équipement a déclaré que cela répond directement à la demande de stimuler les investissements commerciaux au Canada.

Nous avons aussi la Chambre de commerce du Canada. Tout à l'heure, j'ai mentionné la Chambre de commerce de l'Ontario et le président de la Fédération canadienne des municipalités. Je veux maintenant parler de la Chambre de commerce du Canada. J'ai rencontré ses représentants la semaine dernière. Nous avons encore une fois parlé de ces mesures. Ils étaient ravis. Ils ne pourraient pas être plus heureux ou plus enthousiastes à l'égard de ces mesures.

Selon Alex Greco, directeur principal de la fabrication et des chaînes de valeur, le budget de 2025 représente un véritable changement d'orientation. Dans le budget adopté hier, les mesures de relance axées sur la consommation sont mises de côté au profit des investissements, de la productivité et d'une stratégie industrielle plus délibérée. C'est exactement ce que je dis aussi. Toujours selon lui, les fabricants consultés accueillent généralement favorablement les signaux, à savoir un langage plus ferme sur la compétitivité, de nouveaux outils d'investissement en capital, comme la superdéduction pour la productivité, et un accent plus clair sur la croissance. Le ton général est plus conforme aux conditions que l'industrie réclame.

C'est là un commentaire positif de la part de la Chambre de commerce du Canada, qui compte environ 800 petites entreprises dans la circonscription de Whitby que je représente. Je dois dire que j'adore ma communauté de petites entreprises, parce que j'ai été propriétaire d'une petite entreprise et que j'ai aidé d'autres petites entreprises à démarrer. J'adore travailler avec les petites entreprises. J'adore leur agilité et la façon dont elles créent de la valeur et réfléchissent à leurs activités. J'adore à quel point elles sont stratégiques et à quel point elles sont souvent axées sur les valeurs familiales. C'est quelque chose qui trouve beaucoup d'écho chez moi.

• (1150)

Ce qui me semble clair, c'est que la Chambre de commerce du Canada représente... Dans ma circonscription, elle compte environ 800 membres, mais il y a une chambre de commerce dans chaque circonscription du pays. Elles n'en ont peut-être pas toutes une, mais beaucoup d'entre elles, oui. Ces chambres de commerce

comptent probablement des milliers de membres dans d'autres régions. Ma ville est un peu plus petite. Je suis sûr que notre présidente et mon collègue ici présent, M. Leitão, en ont probablement de plus importantes que la mienne dans leurs circonscriptions, et je suis certain que les circonscriptions des députés d'en face en ont aussi d'importantes.

Elles font, toutes, part de leurs commentaires à l'organisation nationale, la Chambre de commerce du Canada, dans le cadre de ce modèle de fédération. Celle-ci nous parle ensuite au nom du milieu des affaires de tout le Canada et dit qu'elle accueille favorablement de nouveaux outils d'investissement en capital, comme la superdéduction pour productivité et l'accent mis clairement sur la croissance.

Les membres du Comité ont-ils l'intention de ne pas être d'accord avec leur chambre de commerce et de dire: « Non, nous sommes désolés. Nous ne sommes pas d'accord. Les superdéductions pour la productivité ne sont pas les bienvenues. Elles ne sont pas utiles »? Est-ce vraiment la position de M. Kelly et des membres conservateurs du Comité? Sont-ils d'avis que la productivité n'a pas d'importance aujourd'hui? Il semble que oui.

Il y a aussi Alberta Innovates. Je les mentionne pour montrer que le soutien vient de partout, et pas seulement de l'Ontario. En Alberta, il y a non seulement le gouvernement de l'Alberta, mais aussi Alberta Innovates, qui appuient les superdéductions pour la productivité. Cet appui ne vient pas seulement des circonscriptions ou des intervenants qui sont biaisés à l'égard d'un aspect quelconque du spectre politique. Cette question concerne tous les partis politiques et tous les points de vue politiques, parce qu'elle n'est pas politique. Il s'agit simplement de stimuler notre économie. Qu'y a-t-il de mal à cela? Comment se fait-il que les conservateurs ne veuillent pas donner leur appui?

L'ancienne présidente-directrice générale d'Alberta Innovates, Laura Kilcrease, a été citée dans le Financial Post du 1^{er} décembre. Selon elle, l'écosystème de l'innovation de l'Alberta bénéficierait grandement de la superdéduction fédérale pour la productivité, de la passation en charges immédiate pour la R et D et des investissements verts. Les investissements dans la technologie aideront les entreprises de l'Alberta à prendre de l'expansion plus rapidement et à attirer des capitaux mondiaux, et elles sont impatientes de travailler avec leurs partenaires provinciaux et municipaux pour s'assurer que ces incitatifs sont accessibles aux innovateurs qui en ont le plus besoin.

Il y a eu une autre déclaration élogieuse d'appui à la superdéduction pour la productivité. Encore une fois, elle visait l'ensemble de toutes ces mesures de passation immédiate en charges et d'amortissement accéléré qui, à mon avis, ont été bien accueillies par beaucoup.

Elle est venue de l'Alberta, et plus précisément de Nate Horner, ministre des Finances du gouvernement de l'Alberta, qui a également été cité dans le même article du Financial Post du 1^{er} décembre. Selon M. Nate, la superdéduction pour la productivité s'harmonise avec la stratégie de l'Alberta visant à stimuler les investissements dans l'innovation, et la passation immédiate responsable des investissements en R et D et en technologies propres aidera les entreprises albertaines à prendre de l'expansion plus rapidement et à attirer du capital mondial. Il a exprimé son appui aux mesures qui permettent aux entreprises de la province d'être concurrentielles et de prendre de l'expansion.

Je suis d'accord avec cela et avec le fait que la province appuie des mesures qui permettent à ses entreprises d'être concurrentielles et de croître. Je pense que le Comité devrait être du même avis.

Si nous entreprenions cette étude préliminaire de la Loi d'exécution du budget — avec des mesures présentées ou segmentées pour nous permettre de les étudier en profondeur —, je parie qu'à la fin, nous arriverions à la conclusion que nous, les membres de ce comité, appuyons des mesures qui permettent à nos entreprises de soutenir la concurrence et de prospérer. Cela devrait être un énoncé repris par tous les députés.

Ne valorisons-nous pas nos entreprises? Ce sont elles qui emploient les travailleurs que tout le monde ici dit vouloir protéger et défendre. Ces gains de productivité vont faire grimper le niveau de vie, les salaires réels par rapport au coût de la vie et le PIB par habitant, et ils permettront à nos entreprises de croître, de prendre de l'expansion et d'attirer des capitaux à l'échelle mondiale, mais aussi à l'échelle du pays.

• (1155)

Je ne comprends pas comment les gens de l'Alberta, par exemple, qui siègent à ce comité peuvent être en désaccord avec le ministre des Finances de leur province, qui a dit clairement que les superdéductions pour la productivité s'harmonisent avec la stratégie de l'Alberta visant à stimuler les investissements et l'innovation. Comment pouvez-vous ne pas être d'accord avec cela?

Vous pourriez peut-être présenter des arguments contre les superdéductions pour la productivité, qui procurent aux entreprises des allègements fiscaux, ce qui représente une bonne nouvelle pour elles, des allègements qu'elles attendent avec impatience et dont elles se réjouissent. Vous pouvez vous opposer à ces mesures et en dire du mal. Vous pouvez être en désaccord avec votre propre milieu des affaires et le ministre des Finances de votre province.

Je suis d'accord avec mon ministre des Finances de l'Ontario à ce sujet — Peter Bethlenfalvy. Il vient de Pickering, qui se trouve à deux ou trois circonscriptions de celle que je représente. C'est un conservateur, mais un progressiste-conservateur raisonnable. C'est quelqu'un avec qui je peux m'entendre parce qu'il est rationnel. Je l'aime bien. C'est un bon gars. Nous nous entendons bien.

Tant le ministre des Finances de l'Alberta que le ministre des Finances du parti conservateur plus progressiste de l'Ontario ont à peu près le même discours. Selon ce dernier, l'Ontario accueille favorablement la superdéduction fédérale pour la productivité et la considère comme un coup de pouce opportun pour ses fabricants et innovateurs. Cette mesure aiderait les entreprises de l'Ontario à investir dans de nouvelles technologies et de nouveaux équipements, et elle favoriserait la création d'emplois et la croissance partout dans la province. De ce côté-là, on a hâte de travailler avec Ottawa pour veiller à ce que les incitatifs produisent des résultats concrets pour la population ontarienne.

Nous avons affaire à un autre ministre des Finances d'une autre province dirigée par des conservateurs. On peut dire sans se tromper qu'il s'agit d'un parti différent de celui de l'Alberta, mais les deux partagent le même point de vue sur une série de déductions fiscales pour la productivité proposées par le gouvernement libéral, afin d'aider les entreprises à faire des investissements en capital. Ils s'entendent pour dire que c'est de cette façon qu'on stimule les investissements et l'innovation, que c'est de cette manière qu'on permet aux entreprises d'être concurrentielles et de prendre de l'expansion.

Parlons maintenant d'Olivia Chow, mairesse néo-démocrate de la plus grande ville du Canada — Toronto. Je suis certain que les députés d'en face ne partagent pas son point de vue politique sur bien des sujets, mais ça va. Au moins, nous pouvons trouver un terrain d'entente dans le cadre des travaux parlementaires.

Nous pouvons en débattre. C'est ce qui signifie le mot dialogue, soit dit en passant. C'est en fait la base de la démocratie. Si vous revenez à la philosophie des Grecs, le dialogue est censé porter sur l'atteinte de la vérité ensemble. Il ne s'agit pas d'être attachés à nos idées au point de ne pas nous permettre d'admettre que quelqu'un est plus raisonnable que nous. Nous finirons par trouver un terrain d'entente. C'est ce à quoi la démocratie doit mener.

Concernant un terrain d'entente possible, vous avez deux ministres des Finances provinciaux conservateurs, et maintenant vous avez une mairesse néo-démocrate de la plus grande ville du Canada, Olivia Chow, qui dit que l'économie de Toronto pourrait bénéficier de la superdéduction fédérale pour la productivité. En appuyant les investissements dans la fabrication de pointe et les technologies propres, cette politique aiderait à bâtir la ville, à créer de bons emplois et à construire un avenir plus durable. Tous les ordres de gouvernement sont encouragés à travailler ensemble pour maximiser ces possibilités pour les Torontois.

Je sais que Toronto n'est pas le centre de l'univers — comprenez-moi bien —, mais c'est un indicateur. J'essaie de démontrer que des gens raisonnables de tous les horizons politiques — qu'ils soient néo-démocrates ou conservateurs, qu'ils soient vraiment de droite ou peut-être plus progressistes — conviennent que les superdéductions pour la productivité sont bonnes pour l'économie canadienne, pour les entreprises et pour notre capacité de soutenir la concurrence sur le marché mondial des capitaux.

À l'autre bout du spectre, de l'autre côté du pays, dans la ville de Vancouver, j'ai eu l'occasion de rencontrer Ken Sim, cet été, lors des consultations prébudgétaires. Nous n'avons pas parlé de superdéductions, mais nous avons abordé les problèmes qui se posent à Vancouver et qui sont nombreux. Soit dit en passant, le budget répond également à ces préoccupations, parce que nous avons écouté les intervenants de partout au pays.

• (1200)

En ce qui a trait aux superdéductions à la productivité, il a dit grosso modo la même chose. Je ne connais pas son allégeance politique — s'il est du côté des néo-démocrates ou des conservateurs. Cela n'a aucune importance à mes yeux. Écoutons ce qu'il avait à dire.

Il a dit que les superdéductions à la productivité étaient une mesure accueillie favorablement dans le milieu des affaires de Vancouver, car elles favorisent les investissements dans l'énergie propre et les infrastructures de pointe. Il a soutenu que cette politique aiderait la Ville à atteindre ses objectifs climatiques et favoriserait la croissance économique, et que la collaboration de tous les ordres de gouvernement était essentielle à la concrétisation de ces avantages.

Son discours est pratiquement le même que celui du maire de Toronto. Voilà l'opinion de deux maires de grandes villes. Les ministres des Finances de l'Ontario et de l'Alberta sont d'accord. L'Association of Equipment Manufacturers, la Fédération canadienne des municipalités, la Chambre de commerce de l'Ontario et la Chambre de commerce du Canada sont toutes d'accord pour dire que les superdéductions à la productivité — je ne pourrai jamais le répéter assez — sont positives. Il n'y a qu'à écouter le terme. Il sonne bien, n'est-ce pas? Dynamiser notre économie, c'est forcément bien.

Impossible de présenter cela négativement. Absolument impossible de présenter cela sous un jour négatif. Tout indique qu'il y aura un effet multiplicateur de trois, simplement en tenant compte de l'avantage direct d'attirer plus de capitaux privés. C'est tiré directement de notre budget, et cela confirme d'autres chiffres que j'ai vus. Et c'est sans compter les avantages indirects et induits.

Je suppose que les conservateurs et les bloquistes ne veulent pas voir notre économie croître, se multiplier et attirer des capitaux privés ou soutenir nos communautés d'affaires locales, appuyer notre base industrielle, construire les infrastructures dont nous avons besoin et acheminer notre énergie propre vers des marchés éloignés. C'est étonnant.

Prenons le cas d'une commentatrice, l'économiste Linda Nazareth. Voici le commentaire qu'elle a publié sur le site de Global News sur les superdéductions à la productivité. Linda Nazareth est une économiste et commentatrice qui a écrit un article d'opinion à ce sujet pour Global News et elle a dit ceci:

Le budget de 2025 du Canada indique à juste titre que la productivité est un enjeu économique crucial et comprend des mesures visant à l'accroître.

Vu les pressions actuelles sur l'économie, la nouvelle « superdéduction à la productivité » du gouvernement pourrait très bien constituer un moyen efficace d'amener les entreprises à investir de l'argent, à un moment où elles pourraient être enclines à retirer leurs billes.

C'est exactement ce que je dis depuis le début. Au lieu de battre en retraite, elles vont prendre un certain risque et investir en elles-mêmes. Cela va accroître leur capacité à traverser la période difficile actuelle.

Le sous-gouverneur de la Banque du Canada, Nicolas Vincent, est cité dans un article du 28 novembre 2025 paru sur Investing News Network. Nicolas Vincent dit que le Canada fait face à un « problème systémique » en matière de productivité. Il affirme: « Pour dire les choses carrément, nous sommes coincés dans un cercle vicieux... Il n'y a pas de moyen rapide ou facile d'améliorer la productivité, et aucun secteur ne peut le faire isolément. Si nous voulons régler ce problème, nous devons être réfléchis, systématiques et résolus. »

Parlant de nommer le problème... Lorsque nous avons eu l'occasion de parler aux représentants de la Banque du Canada lors de leur visite, ils ont confirmé officiellement que ces déductions immédiates allaient s'avérer très utiles. Ce ne sont pas les seuls éléments du budget de 2025 qui stimuleront la productivité et la croissance. Il y en a beaucoup d'autres dont nous pourrions parler, mais je pense que celles-ci sont importantes.

Elles sont importantes pour moi parce que, lorsque j'ai fait le tour du pays l'été dernier, j'ai participé à de nombreuses consultations prébudgétaires partout au Canada, depuis la pointe du Cap-Breton jusqu'à Iqaluit et jusqu'à l'île de Vancouver. J'ai pu parler à des gens de Victoria, d'Iqaluit et de bien d'autres villes entre les deux.

• (1205)

Un certain nombre de choses m'ont frappé, mais l'une d'entre elles est que les entreprises avaient vraiment besoin d'un coup de main pour faire ce genre d'investissement. Il s'agit d'un problème de longue date qui n'a pas été résolu. Nous jugeons que ce budget arrive à point nommé pour s'attaquer au problème de la productivité — ou au problème de la stagnation de la productivité au Canada —, afin de relancer l'économie pour de bon et stimuler depuis la base les éléments fondamentaux de l'économie. C'est exactement ce que visent ces mesures de passation en charges immédiates.

Prenons un autre exemple. Jamie Golombek est directeur général et professionnel de la planification successorale à Gestion privée de patrimoine CIBC. Voici ce qu'il a affirmé dans un article du 4 novembre 2025:

Voilà des mesures utiles que beaucoup d'entreprises réclamaient. Certaines d'entre elles sont moulées sur certains changements récemment apportés aux États-Unis, quant à la déduction de diverses charges d'investissement...

Pour une entreprise du secteur de la fabrication et de la transformation, la possibilité maintenant offerte de déduire 100 % du coût d'un immeuble plutôt que de le déprécier au fil du temps constitue un encouragement important pour les entreprises, qui veulent récupérer fiscalement l'investissement associé à une nouvelle installation.

Voilà une autre déclaration d'appui élogieuse sur les mesures de passation en charges immédiates des dépenses et de superdéductions à la productivité dans le budget de 2025.

Des fiscalistes chez Gestion privée de patrimoine CIBC se sont également exprimés. La Banque du Canada l'a fait, ainsi que la Chambre de commerce et nombre d'économistes. Combien d'autres...?

J'aimerais que certaines de ces personnes comparaissent devant le Comité. Nous n'avons peut-être pas besoin de les recevoir. Nous devrions peut-être adopter le budget une bonne fois pour toutes.

Qu'en dites-vous, messieurs? Ce pourrait être encore plus facile que cela. C'est presque pénible d'avoir à expliquer aux députés tout le soutien obtenu. Je suis heureux de le faire, parce que nous sommes heureux de travailler pour faire avancer les choses. Ce serait rendre un bien mauvais service aux membres de ma collectivité, à l'économie locale de Whitby, si je ne me battais pas pour ces mesures. Il est étonnant que les députés d'en face refusent de les étudier, qu'ils ne veuillent pas en entendre parler — ils ont déjà voté contre, permettez-moi de le rappeler à tous —, car ces mesures reçoivent des recommandations, de bonnes critiques et la faveur sans partage de tous les intervenants.

C'est peut-être la raison pour laquelle vous ne voulez pas l'étudier. Vous ne souhaitez pas faire ce qui est bon pour les Canadiens. Vous voulez juste retarder le budget. Vous ne voulez pas que le gouvernement fasse bonne figure et obtienne gain de cause pour aider les Canadiens et l'économie canadienne. C'est une honte. Il est honteux que les partis de l'opposition en soient arrivés là. Ils ne peuvent pas se résoudre à faire le travail pour lequel ils ont été élus, c'est-à-dire travailler pour leurs électeurs, et non empêcher le Parlement d'avancer sur un projet de loi budgétaire qui comprend des mesures très avantageuses pour notre économie, particulièrement en contexte de guerre commerciale.

Au moins pendant la pandémie, j'ai vu pendant un bref moment les partis travailler ensemble, pendant une certaine période du moins, jusqu'à ce que les conservateurs déraillent. Nous avons connu un moment pendant la crise, où il semblait que tous s'unissaient. Nous avons dit d'accord, laissons de côté la politique partisane et mettons-nous au travail, parce que les Canadiens comptent sur nous. Des vies sont en jeu.

• (1210)

Tous les jours, on voit des conservateurs se lever à la Chambre pour crier leur rage au sujet des fermes, exprimer leur préoccupation pour les files d'attente dans les banques alimentaires, pour les travailleurs, pour ceci, pour cela. Comment pouvez-vous honnêtement dire que vous prenez tout cela à cœur pour ensuite comparaître devant le Comité sans appuyer des investissements qui stimulent la productivité au Canada? Comment pouvez-vous faire cela?

Vous n'appuyez pas les travailleurs. Ces mesures vont soutenir les travailleurs. Ces mesures favoriseront l'investissement dans des entreprises qui stimulent la croissance de notre économie et l'emploi de travailleurs. Elles permettent aux travailleurs d'obtenir des salaires réels supérieurs après inflation, ce qui est le cas depuis 33 mois consécutifs, soit dit en passant.

Je connais les statistiques, et le Canada se débrouille assez bien en ce qui a trait à la croissance réelle des salaires au pays, mais il faut faire mieux. Les mesures du budget vont l'améliorer encore davantage. Elles vont nous aider à surpasser les États-Unis au chapitre du taux effectif marginal d'imposition. N'est-ce pas ce que nous voulons tous? Nous voulons améliorer leur sort. Nous voulons ce qu'il y a de mieux pour nos électeurs et notre milieu des affaires.

Je m'éloigne peut-être du sujet, mais il me semble que les députés conservateurs n'ont aucun sens pratique et qu'ils n'ont aucune intention de se montrer raisonnables. Permettez-moi de citer un éditorial tiré de *World Tax and Law* selon lequel les entreprises qui investissent dans la machinerie, dans les usines de fabrication, dans de l'équipement d'énergie propre et dans des actifs de recherche et développement bénéficieront d'un amortissement plus rapide et d'un taux effectif marginal d'imposition considérablement réduit — on prévoit qu'il diminuera à 13,2 %, ce qui constitue l'un des taux les plus bas du G7. Selon le gouvernement, l'objectif est de dynamiser la productivité de façon à promouvoir la transition verte, de veiller à ce que les mesures incitant à l'investissement permettent d'atteindre les objectifs de durabilité du Canada.

C'est super. Voilà une citation tirée d'un éditorial publié, ce qui est fascinant. C'est là un appui fondé sur le bon sens. On y établit un lien avec la transition verte, ce qui est vrai dans une certaine mesure, mais il y a plus. Les gains de productivité seraient liés à tous les aspects de l'économie canadienne, qu'il s'agisse de la construction d'infrastructures importantes dans tout secteur de l'économie et en tout lieu — qu'il s'agisse du Québec, de la côte Nord de la Colombie-Britannique ou du corridor de transport —, qu'il s'agisse d'appuyer le projet porté par les Inuits à Iqaluit visant la construction d'une installation hydroélectrique permettant d'éliminer les 15 millions de litres de diesel qui alimentent actuellement ces collectivités.

Comme ce sont des mesures d'application générale, certaines entreprises n'ont demandé si elles valaient pour toutes les entreprises. La réponse est oui. Une seule de ces mesures, je crois, sera principalement axée sur la transformation et la fabrication, mais la plu-

part d'entre elles s'appliquent à toutes les entreprises, peu importe où elles se trouvent. L'effet sur les entreprises est donc majeur.

Toutes les entreprises doivent payer des impôts, alors il est permis de croire que les déductions fiscales constituent une excellente nouvelle. Les conservateurs, si je ne m'abuse, ont déjà affirmé vouloir accorder des allègements fiscaux aux Canadiens. Voici que nous sommes en train de consentir des allègements fiscaux aux entreprises, au moment où elles en ont besoin — car l'incertitude est élevée et les chaînes d'approvisionnement ont besoin d'être soutenues —, mais les conservateurs refusent d'appuyer ces mesures. Cela semble contradictoire.

Voici un autre éditorial sur l'automatisation des entrepôts:

Ottawa a instauré une superdéduction à la productivité, un vaste ensemble de mesures visant à stimuler l'investissement privé dans la machinerie, les bâtiments, la technologie et la propriété intellectuelle.

Le message est clair: la voie vers une économie plus forte passe par la modernisation, l'automatisation et les capacités numériques.

Vous avez ici deux citations. L'une porte principalement sur la transition verte, l'autre sur la modernisation, l'automatisation et les capacités numériques. Le budget appuie ces deux aspects de façon égale. Les mesures qui en découlent aident une vaste gamme d'entreprises à investir pour stimuler la productivité.

• (1215)

Il y a un autre document, celui-ci de Lawson Lundell, un cabinet d'avocats, daté du 6 novembre 2025: « Le budget de 2025 renforce l'engagement du Canada à bâtir une économie sobre en carbone en prolongeant et en améliorant plusieurs crédits d'impôt pour l'énergie propre. » Ce texte est également pertinent.

Qu'en est-il de celui-ci? Northbridge Consultants déclare ce qui suit:

La nouvelle la plus intéressante pour les entreprises tournées vers l'avenir se trouve dans les encouragements fiscaux regroupés sous la bannière «Dynamiser la croissance», en particulier la réforme et l'amélioration du Programme de recherche scientifique et de développement expérimental (RS&DE) et la nouvelle initiative de «superdéduction». Ces mesures visent l'amélioration immédiate des flux de trésorerie, la réduction du coût du capital et l'encouragement des entreprises qui prennent des risques et stimulent l'innovation au Canada.

C'est maintenant qu'il faut maximiser ces avantages.

C'était là l'analyse de Northbridge Consultants, publiée en ligne. Northbridge, c'est bien la compagnie d'assurances, non? Oui.

Quoi qu'il en soit, on y dit exactement la même chose que moi, c'est-à-dire que les entreprises ne devraient pas avoir à attendre pour se prévaloir de ces avantages. Elles ne devraient pas avoir à attendre la certitude que le gouvernement leur offre dans le budget de 2025, la certitude que ces déductions seront adoptées par le Parlement, qu'elles recevront la sanction royale et s'appliqueront au cours de l'année d'imposition qui vient. Les entreprises doivent avoir la certitude requise pour investir.

Il est tout simplement insensé que nous retardions le processus à un moment où l'incertitude dans le monde, dans notre économie et dans le milieu des affaires a atteint un tel niveau et alors que nous en sommes tous conscients. Il est honteux que des membres de ce comité retardent l'accès à ces mesures, ou du moins, privent les investisseurs de la certitude qu'elles seront disponibles.

C'est pourtant là la clé: nous avons élaboré le budget de 2025 résolu à faire en sorte que ce niveau d'incertitude ne devienne pas la norme. Le gouvernement se doit d'offrir la plus grande certitude possible. Les gouvernements disposent d'un certain nombre d'outils pour améliorer le niveau de certitude. Nous ne maîtrisons pas l'ensemble de l'économie, mais dans la mesure du possible, nous rendons publics les avantages et les investissements possibles. Il y a un certain nombre de mesures à long terme qui font office de garde-fous et assurent une plus grande certitude dans un monde très incertain. C'est exactement la direction à prendre.

Voici une autre citation d'un certain Paul Davenport, tirée de son analyse du 5 novembre 2025. Il dit que le budget de 2025 donne les résultats suivants:

[...] les plus importantes améliorations à être apportées au Programme de RS&DE depuis plus d'une décennie. Le plafond des dépenses pour les crédits remboursables bonifiés est passé de 3 à 6 millions de dollars [...] les dépenses en immobilisations effectuent un retour, et le gouvernement investit 110 milliards de dollars sur cinq ans dans les mesures de productivité et de compétitivité.

C'est là un ensemble de mesures pour favoriser la productivité et la compétitivité. Personne ne peut prétendre que le budget de 2025 néglige la productivité, surtout compte tenu de tout ce que j'ai pris le temps de mentionner à l'appui des superdéductions à la productivité, du programme de RS&DE et des dépenses en immobilisations qui y sont associées — elles sont désormais admissibles au programme de RS&DE. Le programme de RS&DE fait partie, en quelque sorte, des investissements en capital dans le cadre du régime de superdéductions à la productivité, car nous proposons d'apporter des changements aux investissements de capitaux et aux dépenses en immobilisations admissibles dans le cadre du programme de RS&DE.

Nous avons également fait passer la limite du crédit remboursable de 3 millions de dollars à 6 millions de dollars, soit le double. C'est la mesure phare qui permettra de compenser les coûts associés à la recherche et au développement dans le milieu des affaires pan-canadien.

J'ai eu l'occasion d'animer une conversation à la Bourse de Toronto avec les nombreuses entreprises présentes, ainsi qu'avec le PDG de la bourse, John McKenzie, qui avait demandé que le programme de recherche scientifique et de développement expérimental soit modernisé de cette façon, pour permettre à certaines des petites entreprises n'ayant pas encore réalisé de revenus d'être inscrites en bourse. Bon nombre d'entre elles œuvrent dans l'industrie des technologies propres et elles souhaitaient ces changements.

● (1220)

Nous sommes allés au-delà des changements que ces entreprises réclamaient dans le cadre du programme de RS&DE. En fait, nous avons créé un ensemble d'autres mesures de dynamisation de la productivité qui donnent essentiellement aux entreprises des allègements fiscaux pour tout investissement en capital réalisé dans leur entreprise.

Tout cela aidera à stimuler la productivité et la croissance. Cela contribuera à la croissance du PIB par habitant et améliorera les salaires au Canada, salaires qui ont déjà connu une croissance réelle après inflation et coût de la vie pendant 33 mois d'affilée.

Permettez-moi de citer encore une fois le sous-gouverneur de la Banque du Canada, M. Nicolas Vincent. Ce communiqué a été publié dans *Investing News* le 28 novembre 2025. Il a affirmé: « Il n'y a aucun moyen rapide ou facile d'améliorer la productivité, et aucun

secteur ne peut y arriver seul. » Il a ajouté: « Si nous voulons régler ce problème, il nous faudra être réfléchis, systématiques et résolu. » Il a ensuite suggéré que les décideurs se concentrent sur l'amélioration du climat d'investissement au pays, sur l'accroissement de la compétitivité et le développement de talents.

C'est intéressant. Il nous donne des conseils. Ce n'est pas une chose que la Banque du Canada fait souvent. Normalement, nous ne leur donnons pas de conseils et ils ne nous en donnent pas non plus, mais je note qu'il est en faveur de l'amélioration du climat d'investissement au pays.

Il n'existe aucun argument selon lequel les superdéductions à la productivité ne permettraient pas d'atteindre cet objectif. En fait, oui. Tous les intervenants au pays, de la Chambre de commerce du Canada à la Chambre de commerce de l'Ontario, en passant par le ministre des Finances de l'Alberta et le ministre des Finances de l'Ontario, de la mairesse de Toronto au maire de Vancouver, sans égard à leur allégeance politique, l'ont compris. Lorsqu'on donne aux entreprises la capacité de passer en charges dans l'immédiat leurs dépenses de matériel et d'outillage, qu'on leur offre de nouvelles protections en matière de propriété intellectuelle, et qu'on leur donne la possibilité d'acheter de nouvelles technologies — qu'il s'agisse de technologies propres ou de technologies de l'information — afin qu'elles les intègrent à leurs activités, que l'on compense le coût de la R-D ou de l'achat d'un nouvel immeuble ou d'un actif immobilier, cela revient essentiellement à leur donner la capacité d'investir maintenant et de prendre un risque qu'ils ne prendraient pas autrement, dans un contexte où l'incertitude est omniprésente. C'est énorme.

Monsieur Stevenson, vous avez été absent pendant tout ce temps, je pourrais tout vous répéter, mais nous avons beaucoup de témoignages ici qui... Ce serait formidable si nous pouvions étudier le projet de loi d'exécution du budget. Vous arrivez un peu après vos autres membres du Comité, mais je suis sûr que la simple raison vous convaincrat. Je suis certain que vous êtes une personne raisonnable. J'en suis absolument certain. Votre milieu d'affaires, votre chambre de commerce — je ne me souviens pas de la circonscription d'où vous venez, mais je suis sûr que vous avez, comme moi, une chambre de commerce — appuie les superdéductions à la productivité, tout comme la Chambre de commerce du Canada, celle de l'Ontario et ma chambre de commerce locale. Je le sais parce que j'ai discuté avec eux. Ce sont des mesures que tous avaient demandées.

Il y a d'autres intervenants bien intentionnés ici qui ont formulé ces recommandations dans le cadre de nos consultations prébudgétaires. Ce comité a reçu...

Soit dit en passant, j'aimerais également faire valoir ce point. Les députés d'en face se sont plaints du fait que nous n'avions pas eu suffisamment de témoignages à ce comité dans le cadre des consultations prébudgétaires, ce qui est très intéressant, car ils ont bloqué notre capacité de les faire. Nous avons maintenant un budget et une loi d'exécution du budget, mais ils ne veulent pas étudier la LEB. Ils ne veulent plus entendre de témoins.

• (1225)

Je suppose que plus tard, lorsque nous reprendrons nos esprits et étudierons la LEB, ils diront qu'ils n'ont pas assez de temps et qu'ils veulent entendre d'autres témoins. Je vous garantis que c'est ce qui va se passer. M. Kelly est déjà d'accord. C'est généralement ainsi que les choses se passent. Ce qui est vrai un moment ne l'est plus l'instant d'après. On fait volte-face. C'est une chose et son contraire. Peu importe que nous soyons des gens raisonnables ou non. C'est malheureux, mais c'est exactement ce que je vois.

Prenons quand même l'exemple de Cenovus Energy. Je suis sûr que certains membres du Comité connaissent cette entreprise. Je suis sûr que vous les connaissez.

Monsieur Stevenson, connaissez-vous Cenovus Energy?

Monsieur Kelly, je suppose que vous la connaissez.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Nous donnez-vous la parole?

Ryan Turnbull: Non, j'invoque le protocole Simms.

Pat Kelly: D'accord, merci. Ai-je la parole maintenant?

Ryan Turnbull: C'est le protocole Simms.

Pat Kelly: Non, cela n'existe pas.

Ryan Turnbull: Oui.

La présidente: Merci, monsieur Kelly.

Ryan Turnbull: C'est un véritable protocole.

Pat Kelly: À quelle page se trouve-t-il?

Ryan Turnbull: Je m'en suis prévalu au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre en pleine pandémie, lorsque vous faisiez de l'obstruction pour nous empêcher d'avoir un Parlement hybride afin d'adopter une loi, en pleine pandémie mondiale. J'avais alors recouru au protocole Simms.

Je l'ai appris de Scott Simms, et c'est un vrai protocole. Vous pouvez demander au greffier si vous voulez, mais le protocole Simms existe vraiment. Il s'agit d'une pratique informelle utilisée dans de nombreux comités parlementaires.

Je suis surpris, monsieur Kelly. Je sais que vous étiez président d'un comité et vous croyais expert en procédure. Je suis surpris que vous ne le sachiez pas. Cela me flatte, car je semble connaître une chose que vous ignorez. Qui sait? En ce moment, cela semble être le cas.

Quoi qu'il en soit, je reviens à Cenovus Energy. Je suis sûr que vous connaissez cette entreprise. Dans le cadre des consultations prébudgétaires, elle a présenté des recommandations au Comité. Ses dirigeants auraient peut-être aimé avoir l'occasion de venir témoigner, mais les députés d'en face ne leur ont pas permis. Ils ont recommandé d'« offrir des déductions pour amortissement de 100 % pour les nouveaux investissements en capital qui amélioreront manifestement la productivité économique du Canada. » Je vais lire le reste. Ils avaient une autre recommandation: « Renouveler et améliorer l'Incitatif à l'investissement accéléré afin de rétablir la compétitivité avec les États-Unis ».

Ce sont deux citations de Cenovus Energy directement tirées du mémoire qu'elle a présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires. Je sais que les députés d'en face appuient probablement Cenovus Energy, mais ils ne nous permettent même pas de procéder à l'étude du projet de loi d'exécution du budget ni de les entendre à ce sujet ni de les inviter à venir nous dire que nous avons fait exac-

tement ce qui, selon eux, s'imposait. Il est remarquable que les députés d'en face n'appuient même pas une grande entreprise du secteur de l'énergie qui exerce ses activités sur leur territoire, mais je suppose que c'est là l'attitude des conservateurs aujourd'hui.

Manufacturiers et exportateurs du Canada est un autre intervenant très important. Je suis sûr que nous voulons tous que nos fabricants et exportateurs fassent de bonnes affaires. Dans son mémoire prébudgétaire... Je m'en souviens parce que je les ai rencontrés lors des consultations prébudgétaires. Ils ont assisté à l'une des séances que j'ai organisées, et ils m'ont dit la même chose, c'est-à-dire qu'ils préconisaient très fortement des mesures pour la passation en charges immédiate.

Ils ne les appelaient pas des superdéductions à la productivité. C'est nous qui les avons renommées ainsi et cela me semble une excellente désignation. Cela sonne bien et dynamiser notre économie est toujours une bonne chose. On ne peut pas être en désaccord avec cela, à mon avis — surtout pendant une guerre commerciale. Dynamiser l'économie canadienne et créer une économie plus saine et plus forte, c'est là un désir partagé par tous.

Voyons ce que les Manufacturiers et exportateurs du Canada avaient à dire dans leurs recommandations relatives aux consultations prébudgétaires. Je cite textuellement les mots « accroître et perfectionner la main-d'œuvre du secteur manufacturier » et « mettre en œuvre des réformes pour stimuler l'innovation, l'investissement et l'adoption de technologies de pointe dans le secteur manufacturier canadien ».

Voilà qui est intéressant, car c'est exactement ce qu'ils m'ont dit lorsque nous nous sommes rencontrés l'été dernier avant la préparation du budget. Ils ont également mentionné la passation en charges immédiate, qu'ils préconisent depuis plus de 15 ans, je crois.

Nous avons pris certaines mesures dans un budget précédent, notamment la déduction pour amortissement et l'incitatif à l'investissement accéléré. Cependant, les mesures contenues dans ce budget sont beaucoup plus énergiques et procurent beaucoup plus d'avantages aux entreprises.

M. Stevenson n'y était pas quand nous en avons parlé, mais à la page 88 du budget, si vous cherchez une référence, il y a un encadré sur les coûts et les avantages en matière de retombées économiques associées à la mobilisation de capitaux privés. On parle de « 9 milliards de dollars par année au cours des 10 prochaines années ». Il s'agit d'un « soutien annuel moyen à l'investissement de 2,7 milliards de dollars » au cours des années où les mesures d'amortissement accéléré et de passation en charges immédiate s'appliqueraient, avec 9 milliards de dollars par année en retombées économiques. L'effet multiplicateur est d'au moins trois. C'est plus que cela, c'est un montant important. Sur 10 ans, 9 milliards de dollars, ce sont 90 milliards de dollars. Je ne suis pas mathématicien, mais même moi, je peux faire le calcul, et 90 milliards de dollars, c'est mieux que de passer à côté. C'est mieux que zéro.

Nous avons eu une autre recommandation, cette fois de l'Association of Equipment Manufacturers. Elle a présenté un mémoire prébudgétaire le 1^{er} août 2025, qui disait:

● (1230)

Les entreprises membres de l'AEM disposent des outils nécessaires pour favoriser une économie canadienne robuste et mobiliser des ressources qui aident à répondre aux besoins des Canadiens. Leurs produits et leurs innovations sont essentiels à la construction d'infrastructures essentielles, au développement du logement et à la stimulation de la productivité dans des secteurs clés comme l'agriculture, la foresterie, la construction, l'exploitation minière et l'énergie. En permettant la réalisation de projets de grande envergure, les produits des membres de l'AEM contribuent à stimuler la croissance économique, la création d'emplois et le développement régional partout au pays. Leur contribution renforce les chaînes d'approvisionnement et garantit que le Canada demeure concurrentiel malgré les perturbations commerciales.

L'AEM souligne également que l'industrie soutient plus de 152 000 travailleurs et injecte 41 milliards de dollars par année dans l'économie nationale.

Selon elle,

pour que les fabricants d'équipement puissent aider à bâtir, à alimenter et à nourrir le monde, les décideurs doivent réaliser des investissements essentiels dans les infrastructures partout au Canada. L'AEM demande aux décideurs d'accorder la priorité aux projets d'infrastructure axés sur l'exportation afin d'améliorer la sécurité économique et la compétitivité du Canada pour les générations à venir.

Essentiellement, l'AEM dit qu'elle appuie les superdéductions à la productivité — je le sais parce que j'ai aussi rencontré ses représentants —, car ses membres en bénéficieront. Imaginez: les fabricants d'équipement au Canada injectent 41 milliards de dollars par année dans l'économie nationale. Les députés conservateurs et bloquistes ne veulent pas qu'ils profitent de déductions qui renforceraient leur capacité d'investir pour stimuler leur productivité et leur croissance.

Qu'en est-il du Congrès du travail du Canada? Il affirme que la sous-performance de l'économie canadienne est le résultat direct d'un sous-investissement dans les machines et l'équipement améliorant la productivité, et que l'investissement des États-Unis dans les machines et l'équipement a augmenté de près de 50 % depuis 2008.

C'est précisément la raison pour laquelle nous devons faire ce que nous proposons dans le budget de 2025. Nous devons le faire pour être compétitifs par rapport aux États-Unis et stimuler la productivité. C'est exactement ce qu'ils disent. En offrant des incitations fiscales à l'investissement, nous favoriserons les investissements dans les machines et l'équipement, ce qui stimulera notre productivité.

Le Congrès du travail du Canada a répété à maintes reprises que la croissance de la productivité au Canada bat de l'aile. C'est précisément pourquoi nous voulons la stimuler. J'aurais d'autres points à soulever à ce sujet...

Le Conseil canadien des semi-conducteurs, par exemple, a déclaré que l'industrie a généré une production de 28,8 milliards de dollars et a apporté une valeur ajoutée de 16,3 milliards de dollars à l'économie. Le secteur automobile du Canada est également très important, comme nous le savons. Ces deux secteurs appuient également les superdéductions à la productivité.

De nombreux intervenants et des données probantes soutiennent ces superdéductions. J'exhorte les députés d'en face à entendre raison, à travailler au nom de leurs milieux d'affaires et à ne pas freiner les investissements dont l'économie a réellement besoin.

Il serait formidable que les députés d'en face acceptent d'étudier le projet de loi d'exécution du budget, car il contient cet ensemble de mesures qui aideront à relever les nombreux défis auxquels notre pays est confronté et à soutenir nos milieux d'affaires partout au

Canada. J'espère qu'ils entendront raison et qu'ils appuieront cette motion.

Sur ce, je cède la parole à l'un de mes collègues.

Merci, madame la présidente.

● (1235)

La présidente: Merci, monsieur Turnbull. Pour faire suite à votre question du début, nous disposons de quatre heures et 15 minutes. Nous en sommes à un peu moins de trois heures, puisque vous avez parlé pendant une heure et demie.

Je m'excuse. C'est quatre heures et 15 minutes au total. Voilà.

Le prochain intervenant sur la liste est M. MacDonald.

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Bonjour, madame la présidente.

Bonjour à toutes et à tous ici présents.

Je suis heureux de prendre la parole en faveur de cette motion. J'avoue qu'avec les problèmes de vol d'hier, je n'étais pas très enthousiaste à l'idée de me lever ce matin, mais après avoir écouté le député de Whitby, je me sens maintenant d'attaquer.

Des voix: Bravo!

Kent MacDonald: Je poursuis donc.

Nous savons que le budget de 2025 renforce la position du Canada comme l'un des pays du G7 où la fiscalité est la plus concurrentielle pour les nouveaux investissements des entreprises. Nous allons faire du Canada l'un des meilleurs endroits au monde où investir. Le nom même de « superdéduction à la productivité », comme l'a souligné le député de Whitby... Je ne sais pas d'où il vient, mais il illustre très bien l'ensemble des mesures contenues dans la motion.

En combinant cette superdéduction à une série d'outils d'amortissement accéléré, nous allons faire en sorte qu'il soit plus facile et plus abordable pour les entreprises canadiennes, grandes et petites, d'investir dans les machines modernes, la technologie, l'équipement propre et l'innovation.

Si l'on examine les diverses composantes du budget, on y trouve l'incitatif à l'investissement accéléré et le passage en charges immédiat, ce qui stimulera la productivité et attirera les investissements. Notre nouveau gouvernement instaure une superdéduction à la productivité: grâce à un ensemble d'incitatifs fiscaux améliorés couvrant tous les nouveaux investissements en capital, nous permettons aux entreprises de passer immédiatement en charges une plus grande part du coût de ces investissements. Cela facilitera l'investissement et la croissance des entreprises.

J'ai également participé à une consultation budgétaire au cours de l'été à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, où nous avons rencontré divers transformateurs de produits de la mer, des transformateurs agricoles et agroalimentaires, ainsi que des groupes d'agriculteurs et de pêcheurs. J'ai été très heureux de voir cette mesure incluse dans le budget, car c'est un point qui avait été soulevé lors de cette réunion: l'importance de rétablir l'amortissement accéléré à 100 % pour les investissements dans ces industries vitales pour le Canada atlantique et la région que je représente.

En ce qui concerne les autres mesures de cette motion, nous allons rétablir l'incitatif à l'investissement accéléré. Le gouvernement rétablit les déductions accélérées afin que les entreprises puissent récupérer plus rapidement les coûts de leurs nouveaux investissements. Cela améliorera les liquidités de ces entreprises et renforcera l'analyse de rentabilisation pour la modernisation de l'équipement et des installations.

En ce qui concerne le matériel de fabrication et de transformation, les entreprises pourront déduire immédiatement le coût total des nouvelles machines et du nouveau matériel, soit une déduction de 100 % dès la première année. Cela soutiendra toutes les industries que j'ai mentionnées, comme la transformation alimentaire, la fabrication de pointe, le secteur maritime, l'aérospatiale et la transformation agroalimentaire. Cela favorisera l'automatisation, la fabrication de précision et la compétitivité mondiale.

Ensuite, une autre mesure incitative concerne le passage en charges immédiat pour l'énergie propre et les technologies à zéro émission. Le budget de 2025 étendra cette mesure à la production d'énergie propre, au matériel de conservation de l'énergie, aux véhicules à zéro émission et aux infrastructures connexes. Cela soutiendra la transition vers une économie à faibles émissions de carbone tout en réduisant les coûts d'exploitation de toutes les entreprises.

Dans ma région du Canada atlantique, nous manquons d'électricité. L'incitation à l'énergie propre aidera donc à l'expansion des parcs éoliens. Nous aurons également besoin d'une expansion de l'énergie solaire et nous envisagerons davantage de projets hydroélectriques et de câbles de transport. Tout cela sera stimulé par la superdéduction à la productivité.

Nous prévoyons également le passage en charges immédiat des actifs améliorant la productivité, comme les brevets, les données, l'infrastructure numérique, ainsi que les ordinateurs et les logiciels. Cela encouragera les entreprises à adopter des outils numériques, l'intelligence artificielle et des systèmes de données modernes, qui sont des moteurs clés de la productivité.

Il y a aussi le passage en charges immédiat pour la recherche scientifique et le développement expérimental, la RS&DE. Cela permettra aux entreprises de passer intégralement en charges leurs dépenses en capital liées à l'innovation et à la R-D. Il sera ainsi plus attrayant pour les entreprises canadiennes de concevoir et de commercialiser de nouvelles technologies ici même, au pays, plutôt qu'à l'étranger.

Nous serons en mesure de fabriquer des produits que nous pourrions commercialiser partout dans le monde, ce qui correspond à l'engagement du premier ministre d'augmenter de 50 % nos exportations mondiales d'ici 10 ans.

● (1240)

Pourquoi est-ce important? Parce que nous stimulons la compétitivité et la productivité. Nous réduisons le fardeau fiscal du Canada sur l'investissement.

Ces mesures réduisent le TEMI sur les nouveaux investissements des entreprises de plus de deux points de pourcentage. Le Canada affichera ainsi le TEMI le plus bas du G7. Un TEMI plus bas signifie que nous sommes plus compétitifs dans le climat d'investissement, que nous réduisons le coût du capital pour les entreprises canadiennes et que nous offrons des incitatifs plus forts pour investir dans l'équipement, la technologie et l'innovation.

Cette mesure permet également de mobiliser les capitaux privés. En abaissant le coût après impôt des nouvelles machines et technologies, le Canada peut attirer des milliards de dollars d'investissements supplémentaires. Cela vient renforcer notre productivité au moment même où la concurrence mondiale s'intensifie.

Nous soutenons par le fait même le milieu universitaire et les emplois de la classe moyenne. Il y a quelques semaines, le gouverneur de la Banque du Canada a indiqué devant ce comité que notre taux de croissance stagnait et qu'une hausse de la productivité était nécessaire. C'est précisément l'objectif de cette mesure. À terme, nous devrions voir une augmentation des salaires, des entreprises plus performantes, une croissance raffermie et une meilleure compétitivité internationale pour nos industries.

Le gouverneur de la Banque du Canada nous a d'ailleurs rappelé qu'une hausse salariale favorise le pouvoir d'achat des Canadiens. Tout cela forme un tout cohérent. Pensons aussi aux retombées locales. Dans une région comme la mienne, au Canada atlantique, ces dispositions aideront à moderniser les usines de transformation alimentaire et favoriseront l'essor des énergies propres dans les zones rurales, ce qui est impératif pour ma province, l'Île-du-Prince-Édouard. Nous allons ainsi consolider nos secteurs de la transformation et de la fabrication agroalimentaires, tout en incitant les PME à prendre le virage numérique. L'Est de la province pourra ainsi profiter directement de ces nouveaux investissements et des emplois créés.

Grâce à la superdéduction à la productivité prévue au budget de 2025, le Canada s'impose comme un leader mondial de la compétitivité fiscale. Nous permettons aux entreprises d'investir dès maintenant à moindre coût, jetant ainsi les bases d'une prospérité durable, de salaires plus élevés et d'une économie plus performante.

C'est un sujet qui me touche de près, ayant été producteur laitier pendant 40 ans avant de me porter candidat à l'élection précédente. J'ai constaté sur le terrain à quel point les gens d'affaires doivent adopter les nouvelles technologies, même si les coûts en capital sont massifs, surtout en agriculture. La plupart des exploitations sont lourdement endettées; en 2024, les statistiques indiquent que la dette agricole moyenne a bondi de 14 %. Si les produits se vendent bien, nous subissons de plein fouet la hausse des coûts de la main-d'œuvre et des intrants. En offrant des allègements fiscaux accélérés à toutes les industries, particulièrement à l'agriculture et à la transformation agroalimentaire, nous aidons les agriculteurs à s'équiper pour pallier le manque de bras et rester concurrentiels sur les marchés mondiaux.

Dans le secteur laitier, par exemple, la traite robotisée n'est plus une exception, elle devient la norme. De nombreuses fermes canadiennes font cette transition, ce qui réduit les besoins en personnel pour cette tâche extrêmement exigeante.

Dans ma région, les transformateurs de produits de la mer font face au même défi de main-d'œuvre. Presque tous ceux que j'ai rencontrés cet été ont insisté sur l'importance de l'amortissement accéléré pour moderniser leurs installations grâce aux nouvelles technologies.

Je me réjouis donc de voir cette mesure au budget, mais je regrette que nous n'ayons pu trouver de terrain d'entente sur la motion du député de Whitby aujourd'hui. Il serait très utile d'étudier le projet de loi d'exécution du budget pendant que la Chambre poursuit ses travaux sur ce projet de loi.

● (1245)

J'invite les députés d'en face à reconsidérer leur position. Nous serions ravis d'interrompre le débat si nous parvenons à un accord pour lancer l'étude du projet de loi d'exécution du budget.

Merci, madame la présidente.

La présidente: Merci, monsieur MacDonald.

La parole est à M. Sawatzky.

Jake Sawatzky (New Westminster—Burnaby—Maillardville, Lib.): Merci, madame la présidente.

J'aimerais...

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): J'invoque le Règlement.

La présidente: Désolée, monsieur Sawatzky.

Monsieur Genuis, la parole est à vous.

Garnett Genuis: [*Inaudible*] ici. J'étais présent au début et il me semble que M. Kelly avait demandé la parole. Je crois que c'est à lui d'intervenir. Je ne comprends pas comment vous avez pu donner la parole à trois députés libéraux de suite sans même jeter un coup d'œil de notre côté. M. Kelly devrait être le prochain sur la liste.

La présidente: Merci de votre avis, monsieur Genuis. J'en prends note.

Il figure bien sur ma liste, mais il s'y est inscrit avant la présentation de la motion. Il est sur la liste principale des intervenants, pas sur celle liée à cette motion.

S'il souhaite s'inscrire pour parler de la motion, je l'ajouterai bien volontiers.

Pat Kelly: Je pensais l'avoir fait, mais soit.

La présidente: Très bien, je vous ajoute.

Merci beaucoup.

Monsieur Sawatzky, veuillez continuer.

Jake Sawatzky: Merci, madame la présidente.

Comme nous le disions, il est crucial d'adopter cette superdéduction à la productivité. Nous en discutons depuis un moment et j'espère que nous pourrions avancer, car ces étapes sont fondamentales et seraient très bien accueillies par le milieu des affaires. Toutes les entreprises avec qui j'ai abordé ces mesures en perçoivent les retombées immédiates.

Le Canada est à la croisée des chemins et fait face à des défis déterminants pour son avenir. Nous devons impérativement accroître notre productivité dès maintenant et disposer de mesures pour nous y aider. Si nous voulons des salaires plus élevés, une croissance plus forte et un avantage concurrentiel face aux États-Unis et au reste du monde, nous devons investir, et nous devons le faire maintenant.

Pour que le pays investisse, nous devons donner aux entreprises les moyens d'investir en elles-mêmes. C'est l'objectif de cette nouvelle superdéduction qui fera du Canada le pays le plus attrayant du

G7 pour les nouveaux investissements. C'est notre plan, pas un simple slogan. Nous aidons les entreprises à investir, à croître et à recruter.

Il faut agir sans tarder, d'où l'importance de passer à l'étude du projet de loi d'exécution du budget pour mettre ces mesures en œuvre.

Concrètement, cette superdéduction permet le passage en charges immédiat des machines de fabrication, du matériel d'énergie propre ou de conservation d'énergie pour les véhicules zéro émission, ainsi que des actifs stratégiques comme les brevets, les réseaux de données ou les ordinateurs, sans oublier la recherche scientifique et le développement expérimental.

En permettant aux entreprises d'investir dans leurs propres outils, on accroît leur productivité. Elles pourront ainsi mieux rémunérer leur personnel et gagner en efficacité. Si l'ensemble de nos entreprises gagne en productivité, c'est toute l'économie nationale qui en bénéficiera.

Et nous allons plus loin encore.

Le budget prévoit le passage en charges immédiat pour les bâtiments de fabrication et de transformation acquis après le jour du budget et mis en service avant 2030. Compte tenu du coût de ces infrastructures, c'est une mesure majeure.

Il y a aussi l'amortissement accéléré pour les installations de gaz naturel liquéfié à faibles émissions de carbone respectant les normes environnementales les plus strictes, ce qui nous rapproche de nos objectifs climatiques.

C'est l'investissement privé qui porte la productivité. Chaque dollar investi dans ces technologies et ces énergies propres permet aux travailleurs de produire davantage, en moins de temps. C'est le levier essentiel pour les salaires, la croissance et la compétitivité du Canada. C'est très important pour nous.

Grâce à ces mesures, le TEMI du Canada diminuera de plus de deux points de pourcentage. Nous devons être compétitifs pour rester une destination de choix pour les investisseurs internationaux. Nous voulons être un endroit que les investisseurs d'autres pays considèrent comme un choix judicieux. Le Canada est un pays ouvert aux investissements et sera concurrentiel grâce à son TEMI pour s'assurer que les gens voient le rendement de leur investissement. Nous aurons le taux effectif marginal d'imposition le plus bas du G7, inférieur à celui des États-Unis et à la moyenne de l'OCDE. C'est un argument de poids.

Dans le secteur manufacturier, le TEMI du Canada s'établira à 12,1 %, contre 23,3 % aux États-Unis. C'est tout de même frappant: notre TEMI sera presque deux fois moins élevé que celui de nos voisins du Sud, qui sont pourtant de féroces concurrents. Pour la compétitivité, c'est une véritable révolution. Cela va sans aucun doute attirer des investissements massifs au pays, ce qui est essentiel pour notre économie en ce moment.

• (1250)

Regardons les chiffres de plus près. Nous prévoyons 2,7 milliards de dollars par an pour l'amortissement accéléré et le passage en charges. Cela représente une production économique pouvant atteindre 9 milliards de dollars par an sur 10 ans. Ce sont des milliards de dollars de capitaux privés qui sont ainsi mobilisés pour nos usines, les technologies propres et l'innovation.

Prenons le cas d'une entreprise manufacturière d'ici qui souhaiterait robotiser ses installations pour augmenter sa cadence. Grâce à la superdéduction à la productivité, elle pourra passer en charges immédiatement la totalité de l'investissement dès la première année. On ne parle pas de 90 % ou de 95 %, mais bien de 100 % immédiatement. C'est un levier direct pour l'investissement et l'emploi. En bloquant le projet de loi d'exécution du budget, les conservateurs freinent cet élan.

De nombreuses entreprises ont un besoin criant de soutien immédiat. Elles n'ont pas le luxe d'attendre. L'économie traverse une zone de turbulences et des mises à pied ont déjà lieu. Il est impératif d'agir vite, car ce sont des gagne-pain qui sont en péril. Chaque jour, chaque semaine de perdue à cause de ces tactiques dilatoires se traduit par de nouvelles pertes d'emplois. C'est une réalité déplorable, et c'est pourquoi nous devons absolument faire progresser ce projet de loi d'exécution du budget.

Pensons aussi aux énergies vertes. Si une entreprise veut aménager un parc solaire ou acquérir une flotte de véhicules zéro émission, notre plan lui permet d'en déduire les coûts sur-le-champ. Cela signifie également un air plus pur, des émissions réduites et une économie plus forte. Pourtant, les conservateurs s'y opposent.

Ces mesures ne profitent pas qu'aux entreprises; elles sont aussi bénéfiques pour l'environnement. En les mettant en œuvre, nous ferions un pas de plus vers la carboneutralité. Cela se traduirait par un plus grand nombre de véhicules zéro émission sur nos routes, par la multiplication des parcs solaires et par l'adoption de technologies de pointe favorisant une économie plus verte.

Prenons maintenant le volet de l'innovation. Lorsqu'une entreprise de technologie souhaite investir dans des brevets, des réseaux de données ou en recherche et développement, notre plan lui permet d'amortir ces dépenses sur-le-champ. C'est un levier puissant pour stimuler l'innovation, protéger la propriété intellectuelle et renforcer notre position sur l'échiquier mondial. Pourtant, là encore, les conservateurs s'y opposent.

Les superdéductions à la productivité favorisent la croissance des salaires réels par rapport au coût de la vie au fil du temps. C'est précisément l'objectif que nous poursuivons.

Les conservateurs ont déjà dit être en faveur de plusieurs mesures du projet de loi d'exécution du budget, comme l'incitatif fiscal pour les immeubles résidentiels à logements multiples, l'abolition de la taxe sur les logements sous-utilisés, la superdéduction à la productivité ou encore la hausse de l'exonération des gains de capital. À eux maintenant de joindre le geste à la parole. S'ils refusent d'appuyer ces mesures, ils prouveront qu'ils privilégient les jeux politiques au détriment de l'intérêt des Canadiens.

Quand on voit ce que les conservateurs préconisent et que l'on constate qu'ils ne livrent plus la marchandise dès qu'il s'agit de mettre en œuvre le projet de loi d'exécution du budget, on comprend vite à quoi on a affaire.

Appuient-ils la superdéduction à la productivité? On pourrait le croire, si l'on se fie à leurs positions passées. Cette mesure consiste en une série d'incitatifs fiscaux bonifiés visant l'ensemble des nouveaux investissements de capitaux. Elle permettrait aux entreprises d'amortir immédiatement une part importante de ces investissements, mais les conservateurs s'y opposent. Ils bloquent le projet de loi d'exécution du budget, l'outil législatif même qui permet d'instaurer ces mesures.

• (1255)

Soyons parfaitement clairs, faire obstacle au projet de loi d'exécution du budget, c'est priver les acheteurs d'une première habitation neuve du remboursement de la TPS. Bien des gens essaient désespérément d'économiser le moindre sou pour acheter leur première maison, mais ils en sont empêchés. Faire obstacle au projet de loi d'exécution du budget, c'est bloquer le programme Maisons Canada, notre plan de 13 milliards de dollars pour construire massivement des logements abordables. C'est une nécessité absolue: de trop nombreux citoyens vivent au jour le jour pour payer leur loyer et certains perdent même leur toit. Le gouvernement doit investir pour accroître l'offre de logements et faire baisser les prix afin que chacun puisse se loger dignement au pays.

Nos jeunes traversent une véritable crise, le coût du logement ayant atteint des sommets déraisonnables. Le gouvernement propose pourtant un plan concret. Avec Maisons Canada, nous avons une stratégie claire pour réduire les prix, augmenter l'offre et stimuler les mises en chantier. Malheureusement, tout est au point mort. Nous sommes incapables de faire avancer la moindre motion concernant le projet de loi d'exécution du budget.

Entraver le projet de loi d'exécution du budget, c'est aussi se priver de la superdéduction à la productivité. Cette mesure ferait du Canada le pays le plus attrayant du G7 pour les nouveaux investissements, loin devant les États-Unis. C'est impératif. On nous rabâche sans cesse qu'il faut être plus compétitifs; voici un plan qui permet d'y arriver, mais il est délibérément freiné.

Les conservateurs ne cessent de parler de compétitivité et de coût de la vie, mais quand vient le temps de passer au vote, ils préfèrent l'obstruction et les délais. Ils multiplient les slogans percutants de trois mots, mais un slogan ne remplace pas un plan d'action. Nous, nous proposons un plan concret, mais les travaux n'avancent pas.

Le 17 novembre dernier, devant le Comité permanent de l'industrie et de la technologie, le chef de la direction de Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada, Michael Graydon, a déclaré ceci à propos des superdéductions à la productivité:

La politique fiscale doit jouer un rôle central. La nouvelle superdéduction à la productivité et la déduction pour amortissement améliorée annoncées dans le budget de 2025 constituent des mesures importantes qui vont dans le bon sens. Ensemble, elles rendent les incitations fiscales cumulatives du Canada en faveur du secteur manufacturier un peu plus compétitives que celles des États-Unis. Ces mesures aideront à réduire les risques liés aux décisions relatives aux dépenses d'investissement et encourageront les entreprises à se moderniser et à se développer ici, au Canada.

Si le gouvernement peut continuer de réduire les obstacles, de moderniser la réglementation, d'améliorer les infrastructures et de maintenir un régime fiscal concurrentiel, le Canada pourra commencer à rapatrier les activités manufacturières perdues. En remplaçant, même en partie, les 55 % de produits importés vendus en magasin par des produits fabriqués au pays, nous créerions des milliers d'emplois, nous renforcerions les chaînes d'approvisionnement régionales et nous stimulerions la croissance de la productivité en atteignant en même temps un degré de souveraineté alimentaire que nous n'avons pas connu depuis de nombreuses années.

C'est une déclaration poignante.

Namir Anani, président et directeur général du Conseil des technologies de l'information et des communications, a affirmé devant le même Comité:

Il est certain que le budget fédéral contribue grandement à la réalisation de ces objectifs avec la superdéduction à la productivité.

Il a ajouté:

Effectivement, il faut aider les petites ou moyennes entreprises, ou PME, à acquérir ces technologies. Je dirais que le programme annoncé par le gouvernement fédéral sur l'instauration d'une superdéduction à la productivité va quand même dans la bonne direction.

Le gouvernement prévoit de mobiliser 1 000 milliards de dollars d'investissements au Canada au cours des cinq prochaines années. C'est un montant colossal. Imaginez l'élan que cela donnera à notre économie en cette période de ralentissement, alors que nos entreprises subissent les contrecoups des tensions commerciales avec notre principal partenaire, les États-Unis.

● (1300)

Les perturbations ont été sévères. Ce plan d'investissement massif de 1 000 milliards de dollars arrive donc à point nommé. Avec ses incitatifs fiscaux, ses grands chantiers d'infrastructure, le renforcement de la concurrence et une stratégie audacieuse pour attirer les talents, le budget de 2025 prépare la prospérité future et nous donne les moyens de bâtir l'économie la plus vigoureuse du G7.

Pour atteindre cet objectif de 1 000 milliards de dollars d'investissements d'ici cinq ans, le gouvernement mise sur plusieurs leviers. La superdéduction à la productivité simplifiera la conduite des affaires et l'investissement au pays. Le budget rétablit l'incitatif à l'investissement accéléré et prévoit le passage en charges immédiat pour le matériel de fabrication et de transformation, la production d'énergie verte et les technologies zéro émission. Il permet aussi l'amortissement immédiat des actifs liés à la productivité et des dépenses en capital pour la recherche scientifique et le développement expérimental. Enfin, il introduit le passage en charges immédiat pour les nouveaux bâtiments de fabrication ou de transformation et l'amortissement accéléré pour les installations de gaz naturel liquéfié à faibles émissions de carbone.

Combinées, ces mesures constituent une superdéduction qui va réduire les coûts, stimuler les capitaux privés et ramener notre TEMI à 13,2 %. Le Canada deviendra ainsi, de loin, le pays le plus avantageux fiscalement au sein du G7 pour les nouveaux investissements. Ce chiffre de 13,2 % est extrêmement éloquent.

Les gens se demanderont où investir. Les investisseurs mondiaux cherchent la meilleure destination pour leurs capitaux. Or, le Canada jouit déjà d'une réputation enviable: leader de la paix, terre d'accueil sûre et inclusive, pays doté d'une éthique rigoureuse et d'une population très gentille. C'est un bon endroit où vivre, un très bel endroit, riche en ressources naturelles et doté d'un tissu industriel solide.

En plus de ces atouts, nous offrons désormais un TEMI de 13,2 %, ce qui nous rend redoutables sur le plan commercial. Nous offrons tout ce qu'un investisseur peut rechercher. C'est précisément ce qu'il nous faut aujourd'hui, et nous ne pouvons plus nous permettre de gaspiller du temps: nous devons passer à l'étude du projet de loi d'exécution du budget pour mettre ces mesures en œuvre.

Nous proposons aussi un incitatif à l'investissement accéléré, qui permet une déduction bonifiée dès la première année pour les biens

visés par les règles de l'amortissement. En gros, cet incitatif repose sur deux piliers: l'application d'un taux de déduction pour amortissement allant jusqu'à 1,5 fois l'ajout net annuel pour une catégorie donnée, et la suspension de la règle de la demi-année, ainsi que des règles similaires pour les navires et les biens de catégorie 13. À cela s'ajoute le passage en charges intégral pour le secteur manufacturier et de transformation, permettant aux entreprises de déduire immédiatement le coût du matériel et de l'outillage de production et de transformation, ainsi que le passage en charges intégral pour les investissements dans l'énergie propre, qui permet aux entreprises de déduire immédiatement le coût total de l'équipement d'énergie propre indiqué.

Je crois avoir démontré clairement l'urgence de passer à l'étude du projet de loi d'exécution du budget, tout comme mes collègues l'ont fait. J'espère sincèrement que nous pourrons aller de l'avant sans plus tarder.

Merci, madame la présidente.

● (1305)

La présidente: Merci, monsieur Sawatzky.

Monsieur Leitão, vous avez la parole.

[Français]

Carlos Leitão (Marc-Aurèle-Fortin, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente.

C'est à mon tour de m'exprimer sur la motion de mon collègue M. Turnbull et, de façon plus générale, sur le budget. Je serai relativement bref. Tout est relatif dans la vie.

La motion de mon collègue, que je soutiens évidemment, est importante pour deux raisons. D'abord, nous devons commencer le travail de mise en œuvre du budget. Comme nous l'avons tous bien sûr constaté, c'est une bonne brique. Il y a beaucoup de mesures, et ce sont des mesures importantes qui ont besoin de travail parlementaire de notre part. Il est important que nous commencions ce travail pour que ces mesures puissent entrer en vigueur.

La motion est aussi importante parce que notre collègue a bien visé l'aspect de l'investissement, des mesures pour accélérer l'investissement. Je pense surtout à la superdéduction à la productivité. Ce sont des mesures pour encourager les entreprises à investir dès aujourd'hui. C'est aujourd'hui qu'il faut investir. Pour ces deux raisons, je trouve que la motion est très importante et qu'elle mérite que nous en discutons et que nous l'adoptions.

J'aimerais faire quelques commentaires là-dessus. Je commencerais en disant que le budget, de façon générale, a été très bien reçu au Québec. Mon collègue M. Turnbull a parlé du ministre des Finances de l'Ontario et du ministre des Finances de l'Alberta. Je lui dirais aussi que le ministre des Finances du Québec a trouvé que les mesures...

● (1310)

[Traduction]

Garnett Genuis: J'invoque le Règlement, madame la présidente.

La présidente: Monsieur Genuis.

Garnett Genuis: Madame la présidente, voilà quatre libéraux de suite...

Ryan Turnbull: Ce n'est pas un rappel au Règlement.

Garnett Genuis: ... que vous entendez sans donner la parole à un conservateur. Sauf votre respect, la liste des intervenants n'est pas gérée comme elle devrait l'être.

La présidente: Merci...

Garnett Genuis: C'est à M. Kelly que la parole devrait revenir.

La présidente: ... monsieur Genuis.

Mais non. Monsieur Genuis, vous n'étiez pas là à l'ouverture de la séance.

Garnett Genuis: C'est faux. J'y étais dès le début.

La présidente: Non, vous ne l'étiez pas, monsieur Genuis.

Garnett Genuis: Oui, j'étais à l'arrière.

La présidente: Non, je vous ai bien vu arriver.

Garnett Genuis: Peu importe, mais j'étais bel et bien présent.

La présidente: Monsieur Genuis, l'important est que je respecte l'ordre dans lequel les mains ont été levées. Je prends note de votre avis, mais les autres se sont manifestés avant. C'est seulement après votre intervention que M. Kelly a demandé à s'inscrire sur cette liste, et je l'ai alors ajouté. L'ordre est le suivant: M. Leitão, M. Turnbull et M. Kelly.

Je vous remercie de votre...

Garnett Genuis: Madame la présidente, je conteste votre décision.

Ryan Turnbull: Vous ne pouvez pas contester un rappel au Règlement. Vous devez avoir la parole pour le faire.

Garnett Genuis: C'est ridicule. Il n'est pas nécessaire d'avoir la parole pour contester la présidence.

La présidente: Merci, monsieur Genuis.

Attendez un instant, s'il vous plaît. Merci.

La présidente: Nous allons donc passer directement au vote.

Ryan Turnbull: Sur quoi votons-nous?

La présidente: Au sujet de la liste des intervenants.

Ryan Turnbull: Je dois savoir sur quoi nous nous prononçons. Je suis désolé, mais cela n'a pas de sens.

Le greffier du Comité (Jean-Luc Plourde): La question est la suivante: la décision de la présidence concernant la liste des intervenants est-elle maintenue?

(La décision de la présidence est rejetée par 5 voix contre 4.)

La présidente: Dans ce cas, la parole reste à M. Leitão.

Un instant, je dois consulter le greffier.

Pour l'instant, M. Leitão a toujours la parole; je vais donc le laisser poursuivre.

Ce sera ensuite au tour de M. Kelly.

Garnett Genuis: J'invoque le Règlement, madame la présidente.

Si nous avons contesté, c'est parce que M. Kelly aurait dû obtenir la parole après cette série d'interventions libérales, puisqu'il s'était manifesté. S'il faut contester votre décision une fois de plus pour que la volonté du Comité soit respectée, je n'hésiterai pas.

À mon sens, le vote portait sur le droit de M. Kelly à intervenir. Si vous décidez de ne pas lui donner la parole, nous contesterons de nouveau.

La présidente: Ce n'était pas explicite, il faut donc recommencer. Pour l'instant, c'est M. Leitão qui a la parole, et le vote portait sur la liste des intervenants.

• (1315)

Garnett Genuis: Je conteste respectueusement votre décision selon laquelle M. Leitão a la parole, étant donné que M. Kelly aurait dû obtenir la parole et devrait l'avoir.

La présidente: D'accord. Nous allons nous en remettre au greffier pour cela.

Carlos Leitão: J'invoque le Règlement.

La présidente: Vous ne pouvez pas invoquer le Règlement tout de suite. Vous devez le faire après.

Le greffier: La question est la suivante: la décision de la présidence est-elle maintenue?

(La décision de la présidence est rejetée par 5 voix contre 4.)

La présidente: Monsieur Kelly, vous avez la parole.

Pat Kelly: Merci, madame la présidente. Je vous suggère fortement de collaborer avec vos vice-présidents pour faire quelque chose au sujet des travaux du Comité afin que nous n'ayons pas ce genre de réunions.

Sur ce, je propose que la séance soit maintenant levée.

La présidente: Plaît-il au Comité de lever la séance?

(La motion est adoptée.)

La présidente: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>